

# Diagnostic stratégique - Horizon 2020

Contribution du CEPII  
(12 décembre 2007)

## SOMMAIRE

- Fiche 1 : Scénarios BRIC
- Fiche 2 : La France et la Méditerranée
- Fiche 3 : Échanges agricoles
- Fiche 4 : Échange de biens
- Fiche 5 : Les entreprises françaises à l'exportation
- Fiche 6 : Échanges de services
- Fiche 7 : Attractivité
- Fiche 8 : Concurrence fiscale
- Fiche 9 : Politique budgétaire
- Fiche 10 : Migrations
- Fiche 11 : Politique monétaire

# Fiche 1 : Scénarios BRIC

## L'émergence des géants démographiques, amorcée au début des années 1990, marquera fortement l'économie mondiale au cours des prochaines décennies

### Part dans le PIB mondial

(en %, aux prix courants)

	1993	2006
<b>UE -27</b>	<b>30,2</b>	<b>30,1</b>
<i>dont</i>		
<i>Allemagne</i>	8,1	6,0
<i>Royaume-Uni</i>	3,9	4,9
<i>France</i>	5,2	4,7
<i>Italie</i>	4,1	3,8
<b>Etats-Unis</b>	<b>26,7</b>	<b>27,5</b>
<b>Japon</b>	<b>17,3</b>	<b>9,0</b>
<b>BRIC</b>	<b>6,4</b>	<b>11,3</b>
<i>dont</i>		
<i>Chine</i>	1,8	5,4
<i>Inde</i>	1,1	1,9
<i>Russie</i>	1,8	2,0
<i>Brésil</i>	1,8	2,0

Source: CEPII, base CHELEM -PIB.

### Population active en 2004-05 (millions)

Secteurs	Secteurs			Total
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	
Chine	340	181	238	758
Inde	228	83	123	434
Russie	8	19	41	68
Brésil	16	14	45	75
OCDE	30	129	359	518

Source: BIT, 2006.

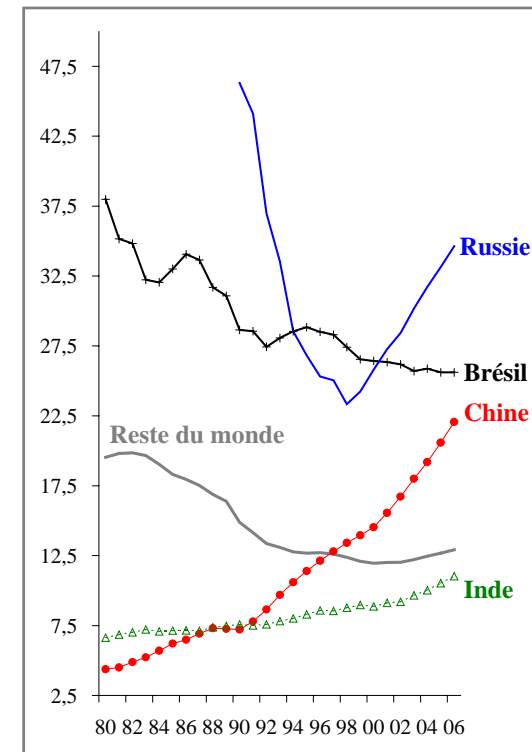
Les «BRIC» pèsent aujourd'hui davantage que l'Allemagne et la France réunies.

Depuis un quart de siècle, la Chine et l'Inde évoluent sur une trajectoire régulière de rattrapage. L'amorce de la croissance est plus récente en Russie tandis qu'elle est encore incertaine au Brésil.

La Chine et l'Inde totalisent une population active de 1,2 milliards.

### PIB par tête relatif aux pays riches

(en PPA\*, pays riches = 100)



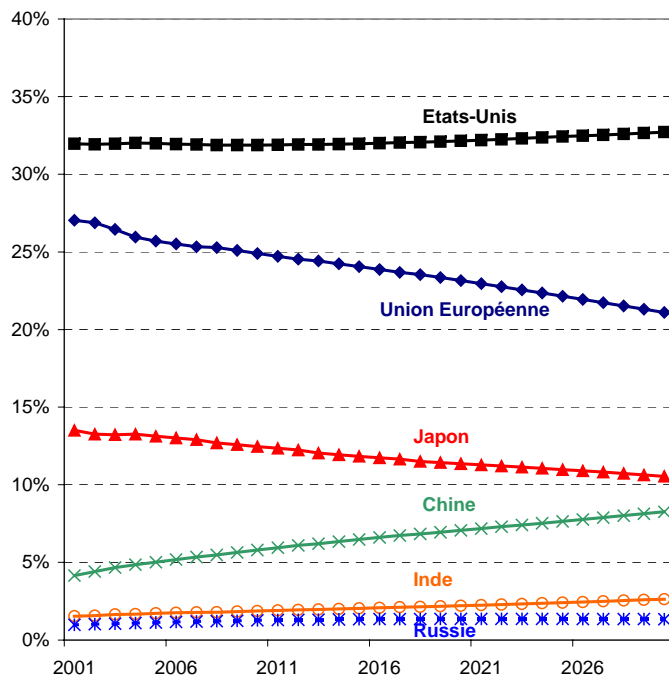
Note: Reste du monde correspond au monde moins pays riches et BRIC.

Source: Lemoine & Ünal-Kesenci, "China and India in international trade: from laggards to leaders?", Document de travail du CEPII, n°2007-19.

\* « En PPA » signifie que l'on corrige les PIB par habitant de manière à comparer des niveaux de vie alors même que les prix à la consommation sont différents.

## Le poids de l'Europe dans l'économie mondiale devrait régresser au profit des BRIC

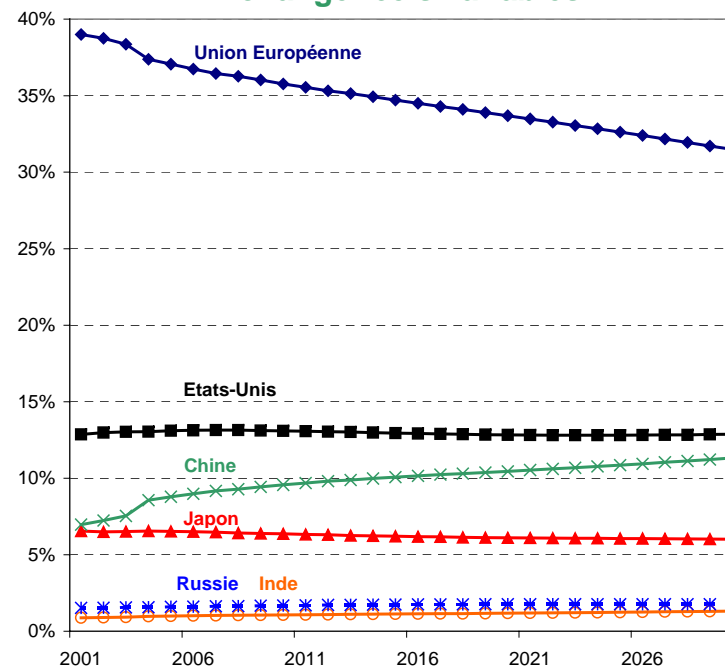
Part de six zones géographiques dans le PIB mondial, 2001-2030, taux de change réels variables



Source : Poncet (2006).

L'Union européenne ne représenterait plus que 21% du PIB mondial à l'horizon 2030, contre 27% en 2001. Le poids des États-Unis augmentera légèrement, de 32% à 33%. En 2030, la Chine fera quasiment jeu égal avec le Japon en termes de PIB.

Part de six zones géographiques dans les exportations mondiales, 2001-2030, taux de change réels variables

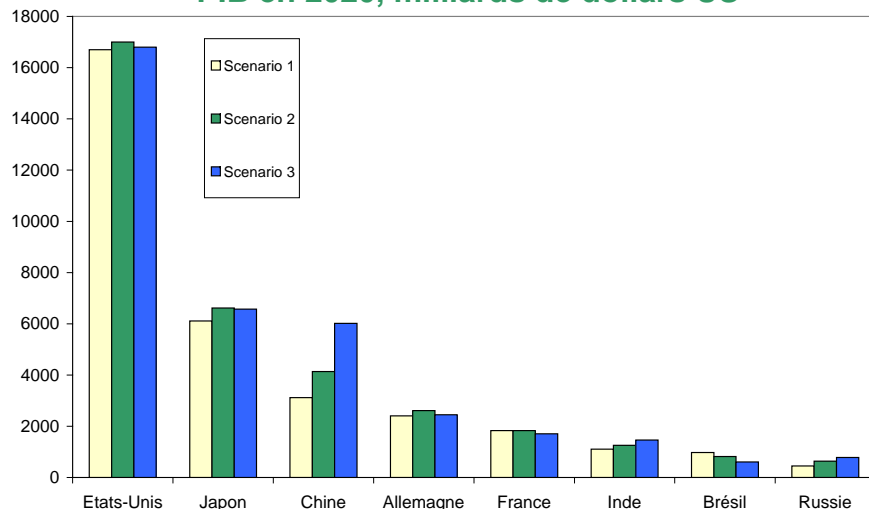


Source : CEPII, modèle MIRAGE.

La part de l'Union européenne dans les exportations mondiales diminuerait davantage que celle du PIB, de 39% à 31%, en raison d'un moindre dynamisme du commerce intra-communautaire. En 2030, la Chine fera presque jeu égal avec les États-Unis en termes d'exportations.

## A l'horizon 2020, la Chine talonnerait le Japon comme deuxième puissance économique mondiale

PIB en 2020, milliards de dollars US



Source : Poncet (2006).

**Chine** : une croissance tirée par l'accumulation du capital et le progrès technique ; un PIB revalorisé en 2020 par l'appréciation réelle de la monnaie.

**Inde, Brésil** : malgré une démographie dynamique, moins de croissance qu'en Chine en raison de taux d'investissement plus faibles et, pour le Brésil, d'une faible croissance de la productivité.

**Russie** : une croissance limitée par le déclin de la population active.

Hypothèses des scénarios

Taux moyens par an, 2005-2020	Etats-Unis	Japon	Chine	Allemagne	France	Inde	Brésil	Russie
Croissance de l'emploi	0,6%	0,7%	0,3%	-0,2%	-0,3%	1,6%	1,3%	-0,5%
<b>Scenario 1</b>								
Taux d'investissement	17%	28%	38%	20%	19%	23%	20%	29%
Croissance PGF*	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Appréciation change réel /USD	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Croissance PIB	2,7%	1,1%	3,5%	1,5%	1,8%	3,9%	2,6%	1,7%
<b>Scenario 2</b>								
Taux d'investissement	16%	28%	33%	20%	18%	16%	19%	38%
Croissance PGF*	1,5%	1,4%	2,6%	1,4%	1,1%	2,0%	0,1%	2,5%
Appréciation change réel /USD	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Croissance PIB	2,8%	1,7%	5,4%	2,0%	1,8%	4,8%	1,4%	4,1%
<b>Scenario 3</b>								
Taux d'investissement	16%	28%	33%	20%	18%	16%	19%	38%
Croissance PGF*	1,5%	1,4%	2,6%	1,4%	1,1%	2,0%	0,1%	2,5%
appréciation change réel /USD	0,0%	-0,1%	1,1%	-0,1%	-0,4%	0,5%	-1,5%	0,3%
Croissance PIB	2,8%	1,6%	6,6%	1,9%	1,3%	2,8%	-0,1%	4,4%

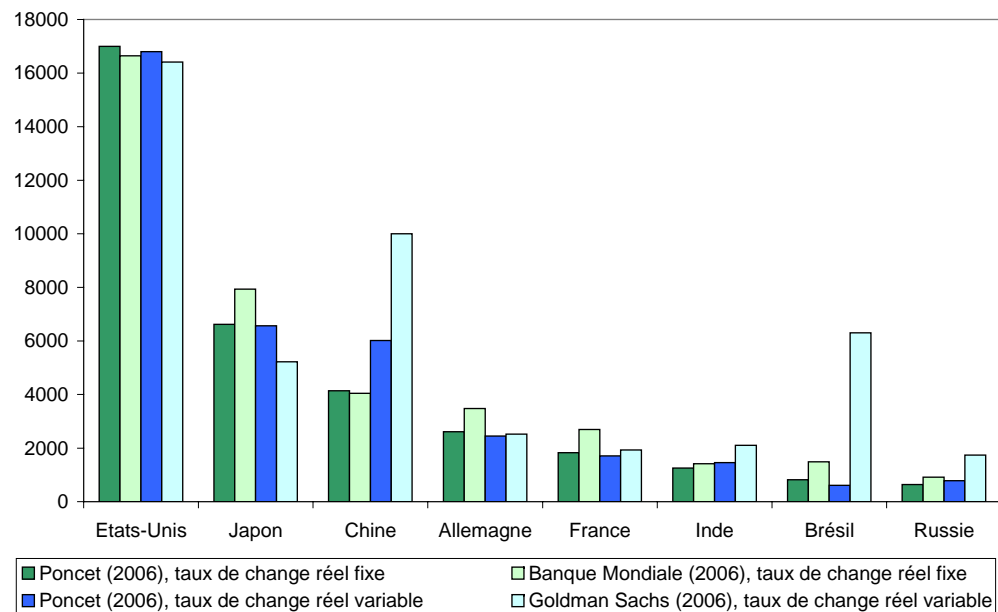
\*Productivité Globale des Facteurs

Source: Poncet, "The long term growth prospects of the world economy: Horizon 2050", Document de travail du CEPII, n°2006-16.

-Diagnostic stratégique-

## Des différences d'appréciation selon les sources

PIB en 2020, milliards de dollars US

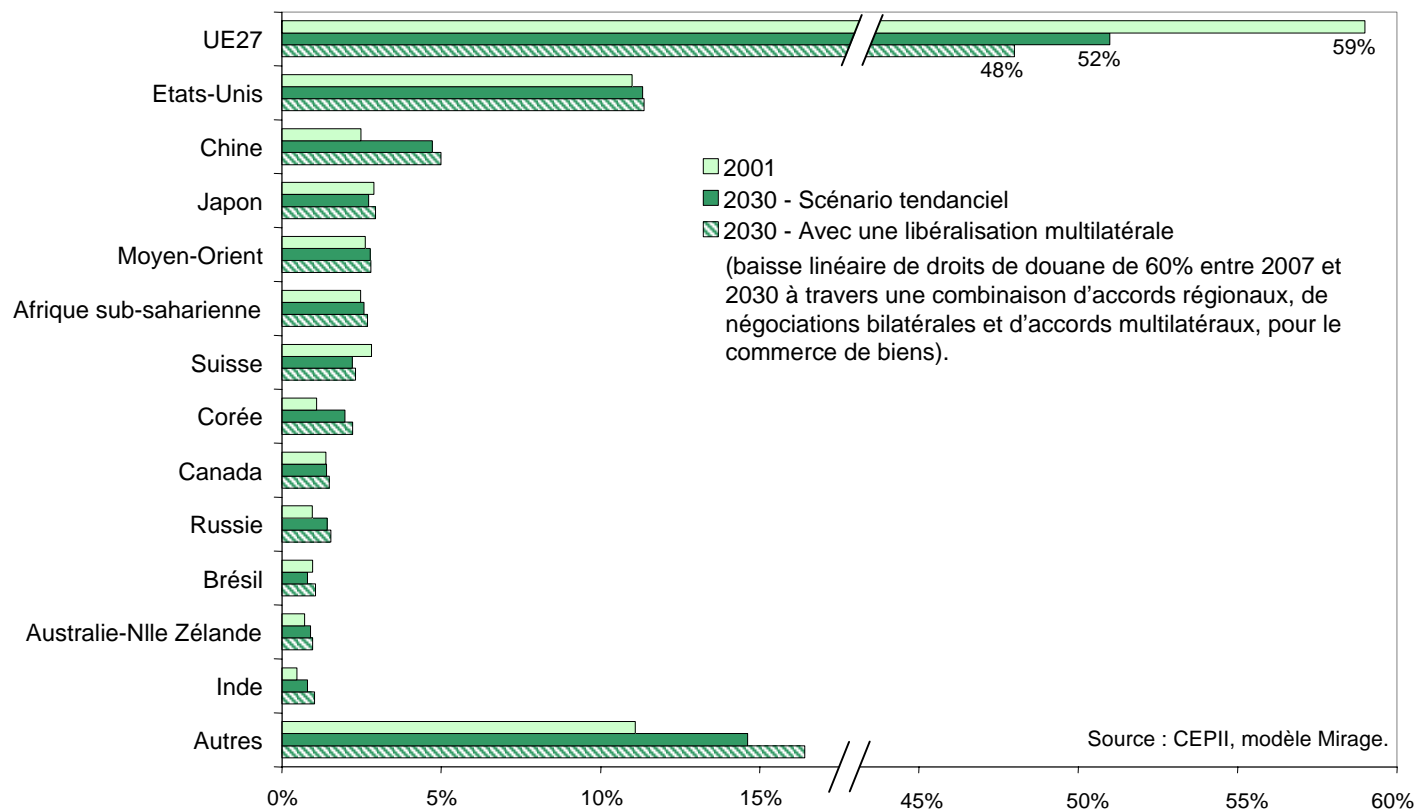


Source : Poncet (2006).

Selon les sources, des différences d'appréciation concentrées sur les évolutions de prix relatifs

## La France appelée à chercher hors d'Europe de nouveaux marchés

### Répartition des exportations françaises de biens et services en 2000 et en 2030



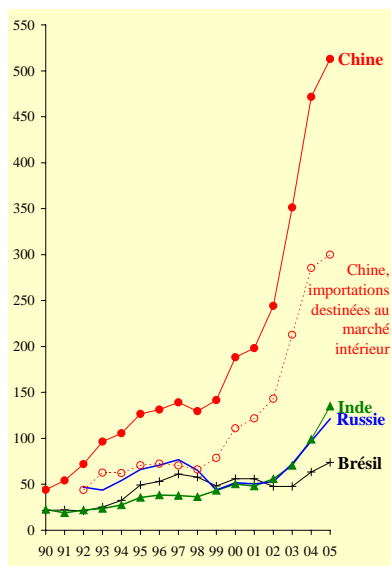
Seules 52% des exportations françaises se dirigeraient vers l'UE27 en 2030 (et seulement 48% en cas de libéralisation multilatérale des échanges), contre 59% en 2001. Les exportations devraient en particulier se réorienter vers l'Asie.



## L'Union européenne est bien positionnée sur les marchés des BRIC

(milliards US\$, tous produits)

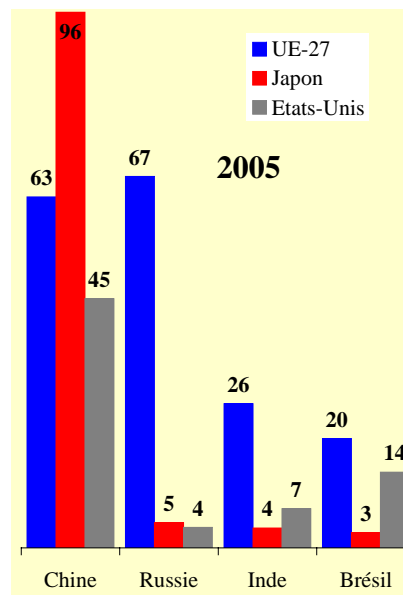
### Importations des BRIC



Source: CEPII, base CHELEM-CIN.

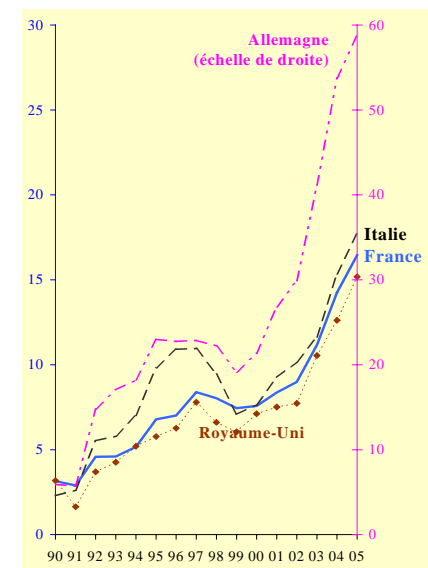
La Chine est l'un des moteurs du commerce mondial depuis la fin des années 1990. L'Inde, la Russie et le Brésil ont depuis peu accéléré leurs importations.

### Exportations de l'UE-27 vers les BRIC



L'Europe est en bonne position sur le marché des BRIC: ses exportations dépassent celles des Etats-Unis sur chacun des quatre marchés. Elle dépasse aussi largement le Japon sauf en Chine.

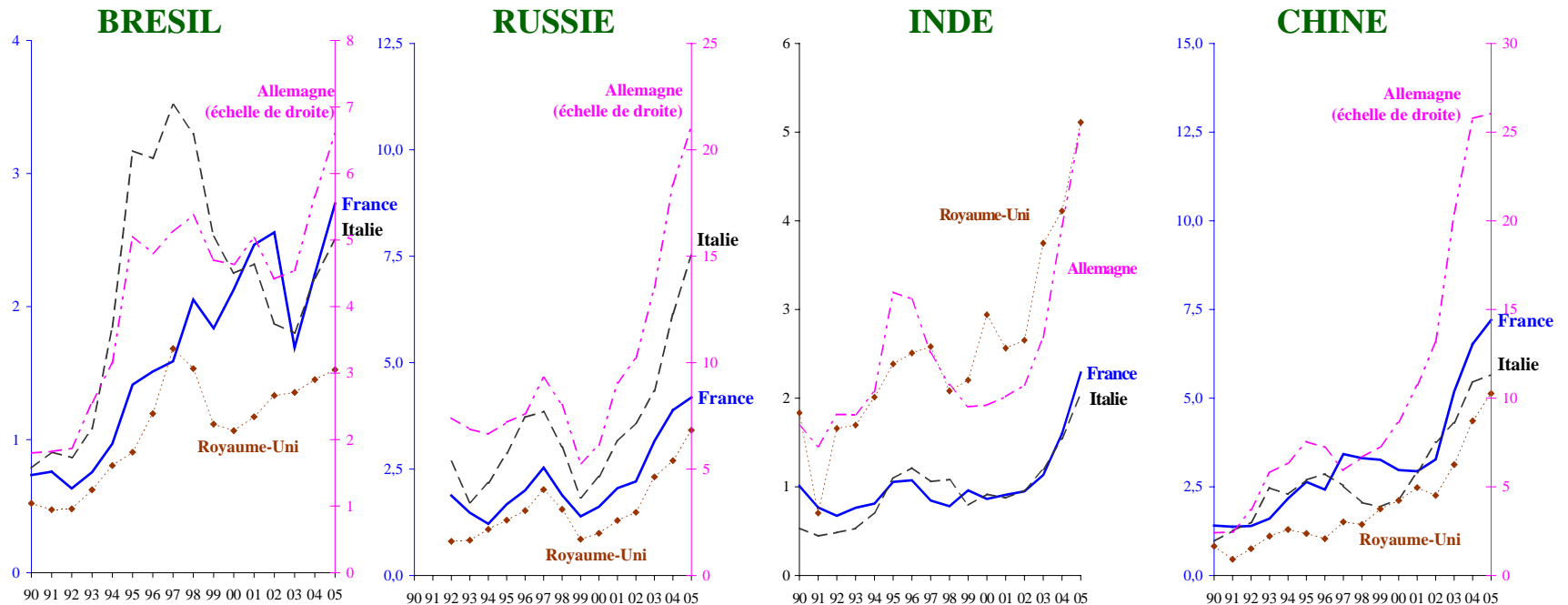
### Exportations des 4 grands européens vers les BRIC



Cette bonne position provient essentiellement de l'Allemagne. Les exportations françaises sur ces marchés sont deux fois plus faibles.

## Loin derrière l'Allemagne sur les quatre marchés, la France exporte davantage que le Royaume-Uni et l'Italie en Chine et au Brésil

Importations en provenance des quatre grands pays européens (milliards US\$, tous produits)

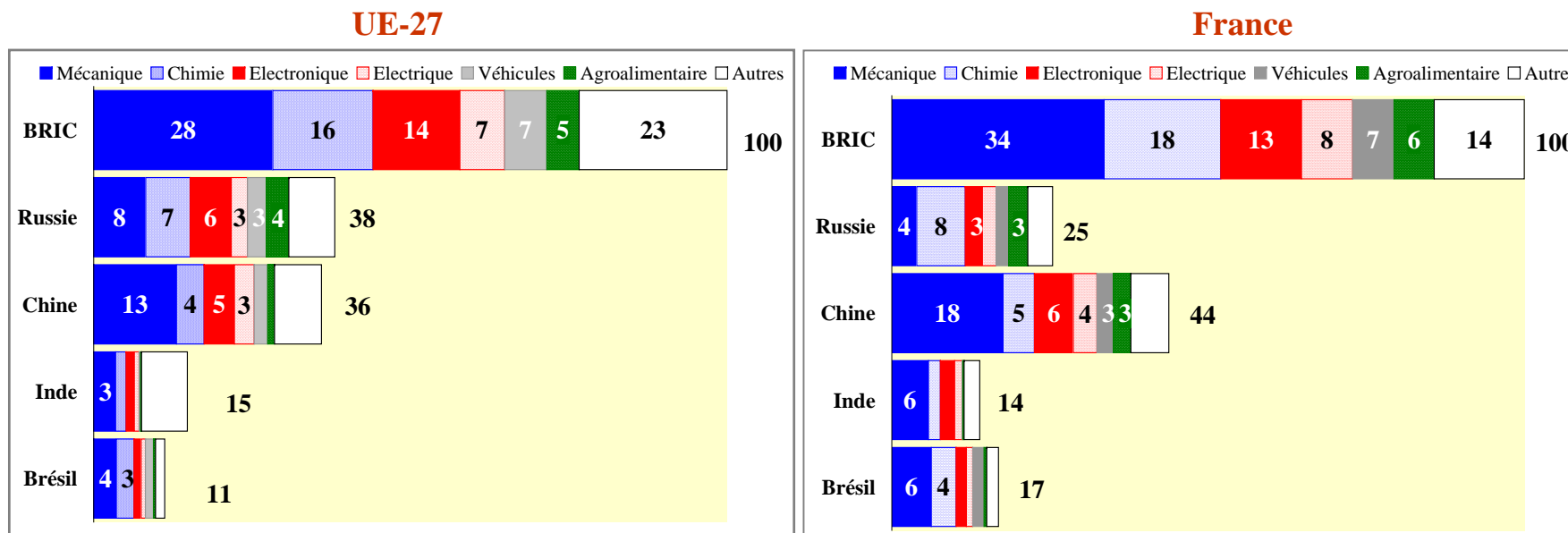


Note: Pour le Brésil, la Russie et la Chine, la courbe allemande se réfère à l'échelle de droite (en fuchsia), les autres pays, dont la France à l'échelle de gauche (en bleu). Pour l'Inde, toutes les courbes se réfèrent à la même échelle. Source: CEPII, base CHELEM-CIN.

La France maintient une position relativement forte au **Brésil** et en **Chine**. En Chine, cependant, sa part de marché décroche par rapport à celle de l'Allemagne. En **Inde**, le Royaume-Uni devance l'Allemagne, pour des raisons en partie héritées du passé. En **Russie**, le retard français par rapport à l'Allemagne est bien plus fort que sur les trois autres marchés et tend à s'accroître. La France devance le Royaume-Uni mais a récemment perdu du terrain par rapport à l'Italie.

## Par grande filière, la structure sectorielle des exportations françaises vers les BRIC est similaire à celle de l'ensemble de l'UE-27

Exportations par filière vers les BRIC en 2005, (en % des exportations totales vers les BRIC)

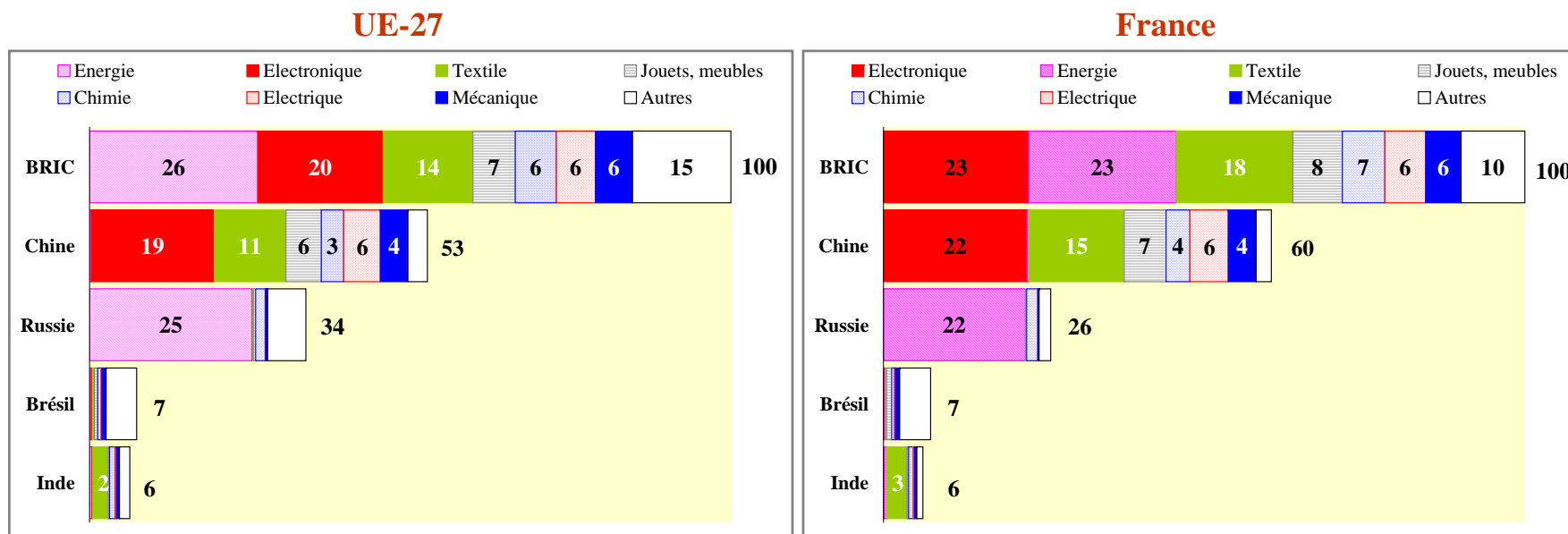


Source: CEPII, base CHELEM-CIN.

La structure sectorielle des *exportations* françaises vers les BRIC est similaire à celle de l'ensemble de l'UE-27. L'industrie mécanique fournit de loin le principal poste de ventes, suivie par l'industrie chimique puis l'électronique et l'électrique. La faiblesse des ventes françaises de biens mécaniques à la Russie explique la médiocre position de la France sur ce marché. Situation inverse sur le marché brésilien.

## Par grande filière, la structure sectorielle des importations françaises en provenance des BRIC est analogue à celle de l'ensemble de l'UE-27

Importations par filière en provenance des BRIC en 2005, (en % des importations totales en provenance des BRIC)



Source: CEPII, base CHELEM-CIN.

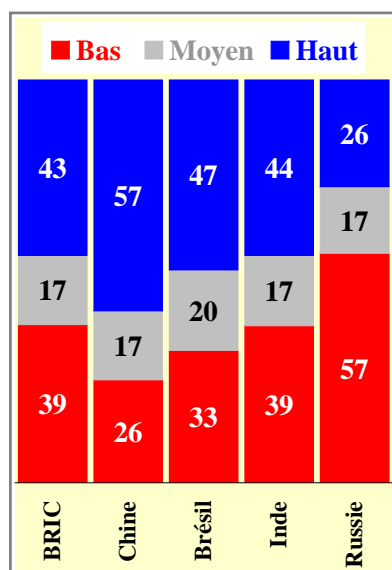
La structure sectorielle des **importations** françaises en provenance des BRIC est similaire à celle de l'UE-27. Trois grands postes dominant: électronique (Chine), énergie (Russie) et textile-habillement (Chine & Inde).

La part de la Chine dans les importations (comme dans les exportations) de la France est plus forte que dans la moyenne européenne. La part de la Russie dans les importations de la France est plus faible en raison de ses moindres importations énergétiques.

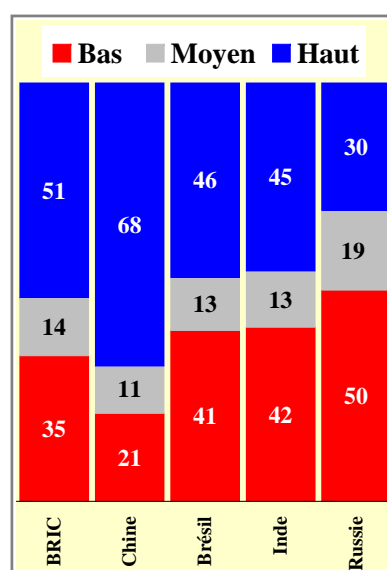
## Décomposition par gamme des exportations européennes vers les BRIC: la France est davantage positionnée dans le haut de gamme que la moyenne de l'UE

### Exportations par gamme vers les BRIC, moyenne 2003-2004 (% total)

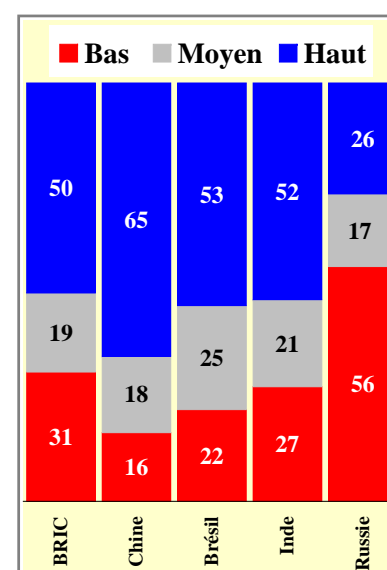
#### UE-27



#### France



#### Allemagne



Source: CEPII, base de données BACI..

Dans les exportations de l'UE27, les produits de haut et de moyenne gammes dominent, sauf vers la Russie. Dans l'ensemble, la France et l'Allemagne se positionnent davantage que l'UE sur le haut de gamme, surtout en Chine. Mais la part des exportations françaises de moyenne gamme est sensiblement plus faible que celle de l'Allemagne et de l'ensemble de l'UE.

## Un commerce extérieur chinois dominé par les firmes à capitaux étrangers

### Poids des entreprises à capital étranger dans l'industrie et les échanges chinois (entre parenthèses : poids des entreprises à capitaux 100% étrangers)

	2005
Production industrielle	32% (14%)
Production manufacturière	35%
- Industrie électronique	84%
- Habillement	46%
Exportations	58% (39%)
Importations	60% (41%)

Source: China Statistical Yearbook, 2006.

La place des entreprises à capitaux étrangers dans les *exportations* et les *importations* chinoises reflète la position de ce pays comme atelier du monde. Une grande partie du commerce chinois est intra-firme.

Les entreprises à capitaux étrangers occupent une place importante dans la *production* de certains secteurs dont les débouchés sont appelés à se développer localement.

## Forces

Sur l'ensemble des BRIC, la France a perdu du terrain par rapport à l'Allemagne, mais elle continue à devancer l'Italie et le Royaume-Uni. Elle se positionne bien sur le marché chinois, le plus gros et celui qui progresse le plus vite.

## Faiblesses

La position française est faible en Russie, marché de proximité et en forte croissance ; son écart par rapport à l'Allemagne y est plus grand qu'ailleurs et elle perd du terrain par rapport à l'Italie. La «sous-performance» française en 2005 apparaît liée à ses faibles exportations de machines.

## Opportunités

La France a des atouts au Brésil et en Chine : elle est en bonne position pour tirer parti du très fort dynamisme de la demande chinoise d'importation et de l'essor récent du commerce extérieur du Brésil. L'Union européenne a de bonnes positions à l'exportation vers les BRIC ; seule l'approche européenne est à la taille de ces grands marchés. Il faut concilier la concurrence entre entreprises européennes et la promotion des intérêts de l'Europe par rapport à ceux des Etats-Unis et du Japon.

## Menaces

La concurrence sur les marchés émergents est très forte, entre l'Europe et les autres pays développés mais aussi entre pays européens. La France ne risque-t-elle pas de négliger les exportations de produits de «moyenne» gamme vers les pays émergents alors qu'il y a une demande potentielle forte liée à la montée des classes à pouvoir d'achat interne élevé?

## Hypothèses et facteurs d'évolution

La progression de la **demande d'importation** devrait rester forte en Chine et en Inde compte tenu de leur longue trajectoire de croissance. L'émergence de la Russie et du Brésil est plus récente et plus dépendante des produits primaires. Pour l'Europe et la France, à côté des exportations, l'investissement direct dans ces pays est indispensable pour répondre à leur **demande intérieure** croissante, dont la plus grande partie ne peut être satisfaite que par des productions locales de biens et services.

## Fiche 2 : La France et la Méditerranée



## La France est méditerranéenne

### Part des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (MED)\* dans les échanges de biens des cinq pays méditerranéens de l'UE15\*\*, en 2005

Espagne	15%
Italie	13%
Grèce	12%
France	12%
Portugal	11%
Union européenne (15)	7%

\* Turquie, Maghreb, Egypte, Liban, Syrie, Jordanie.

\*\* moyenne des exportations et importations, hors intra-UE

Source : CEPII-CHELEM

Comme les autres pays du sud de l'Union européenne, la France est tournée vers ses voisins méditerranéens (MED) avec lesquels elle réalise 12% de ses échanges (hors intra-UE).

La France est, derrière l'Allemagne, le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial de produits manufacturés vers l'ensemble des pays MED.

Elle est, de loin, le 1<sup>er</sup> exportateur vers les pays du Maghreb : elle fournit plus de 30% des importations manufacturières algériennes et tunisiennes.

### Principaux exportateurs de produits manufacturés vers les pays MED

Parts dans les importations manufacturières des différents pays - 2005

	Tunisie		Algérie		Maroc		Egypte		Turquie		MED	
importateurs												
exportateurs												
France	31%	France	30%	France	23%	Etats-Unis	12%	Allemagne	17%	Allemagne	13%	
Italie	21%	Italie	10%	Espagne	18%	Allemagne	10%	Italie	9%	France	12%	
Allemagne	11%	Espagne	8%	Italie	8%	Italie	9%	Chine	7%	Italie	10%	
Espagne	5%	Allemagne	7%	Allemagne	8%	France	9%	France	7%	Chine	8%	
UEBL	5%	Chine	6%	Chine	7%	Chine	7%	Roy.-Uni	5%	Espagne	5%	

Source : CEPII-CHELEM

## Les pays MED ont des spécialisations différenciées. Ils sont, au total, assez peu engagés dans les exportations manufacturières

### Composition des exportations des pays MED

en % des exportations de biens et services - 2005

	services	énergie-minerais	agroalimentaire	manufacturés
PECO	15%	5%	6%	73%
Turquie	25%	4%	8%	63%
Tunisie	28%	9%	7%	56%
Maroc	43%	7%	13%	36%
Egypte	48%	26%	6%	20%
Jordanie-Liban-Syrie	55%	30%	5%	10%
Libye	2%	96%	0%	2%
Algérie	5%	93%	0%	2%

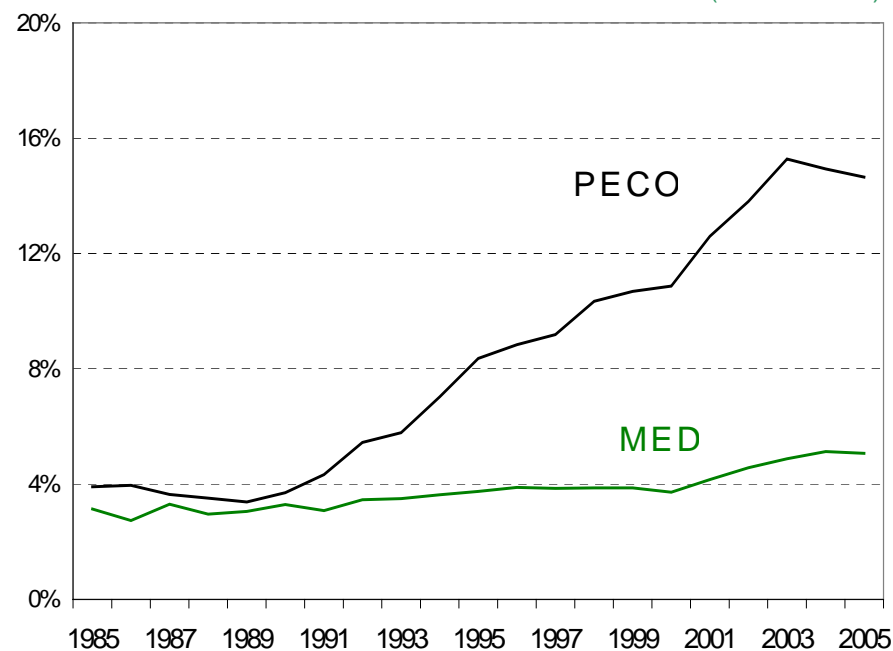
Source : CEPII-CHELEM.

Plusieurs pays MED sont largement spécialisés dans les services. D'autres sont mono-exportateurs d'hydrocarbures.

Sur les vingt dernières années, la progression des MED a été très faible sur le marché européen des produits manufacturés. Elle contraste avec la forte montée des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui sont désormais membres de l'UE.

En fin de période, la progression méditerranéenne est entièrement le fait de la Turquie.

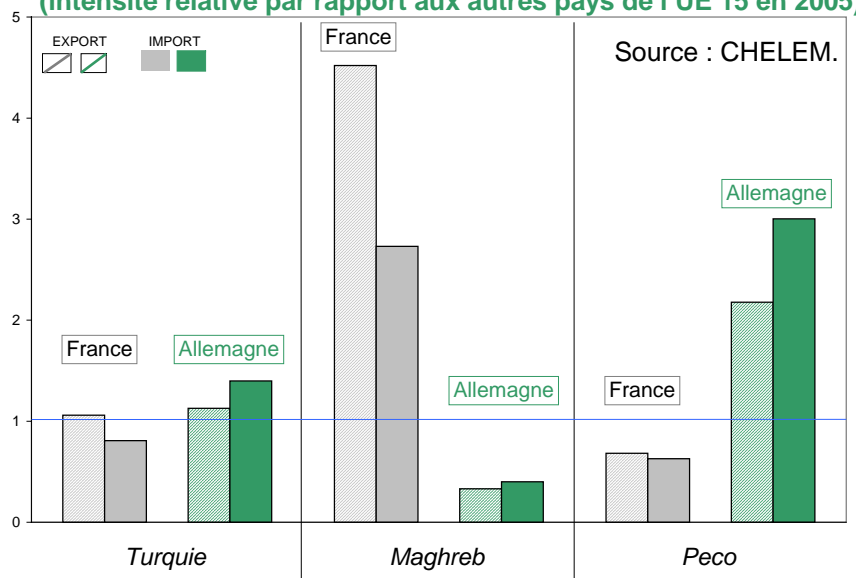
### Part des PECO et des MED dans les importations manufacturières de l'UE15 (hors intra UE)



Source : CEPII-CHELEM.

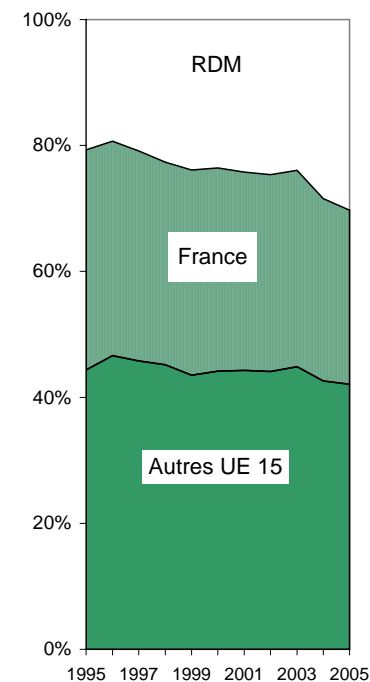
## Pour la France, les pays voisins sont davantage des marchés que des fournisseurs. Mais la France perd du terrain au Maghreb.

### France et Allemagne : intensité des échanges avec les pays voisins (intensité relative par rapport aux autres pays de l'UE 15 en 2005)



**Lecture :** La part du Maghreb est 4,5 fois plus élevée dans les exportations françaises que dans celles des autres pays de l'UE 15 ; la part des PECO dans les importations allemandes est 3 fois plus élevée. Proche de 1, l'intensité relative des exportations françaises vers la Turquie signifie que le poids de la Turquie est le même dans les exportations françaises que dans celles des autres membres de l'UE 15.

### Répartition par fournisseurs des importations manufacturières du Maghreb - 2005

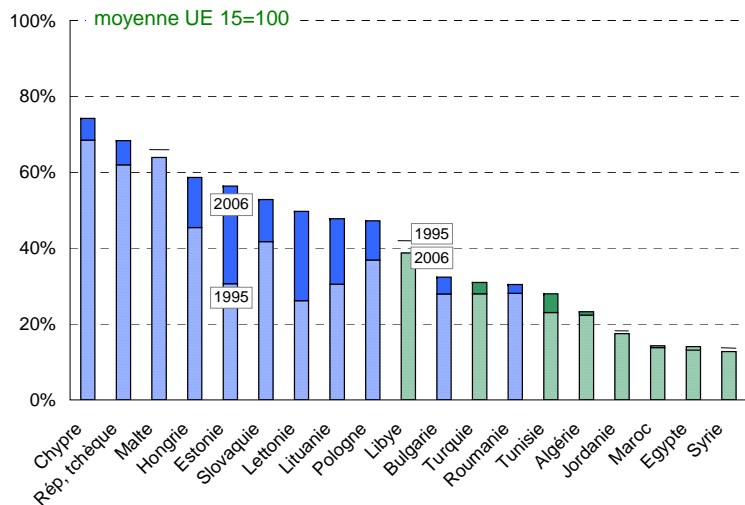


Source : CHELEM

- L'intensité des échanges France-Maghreb peut se comparer à celle des échanges Allemagne-Peco. Cependant, pour la France, le Maghreb et les autres régions voisines sont avant tout des marchés tandis que pour l'Allemagne, ces régions sont avant tout des fournisseurs.
- Le recul de la part de marché de la France sur le marché maghrébin des produits manufacturés (de 35% en 1995 à 28% en 2005) s'explique en grande partie par le relâchement des relations industrielles franco-marocaines dans la filière textile, au bénéfice de l'Espagne.

## Les résultats économiques des pays méditerranéens restent décevants, mais les changements en cours pourraient améliorer les perspectives

**PIB par tête en parité de pouvoir d'achat\***  
Pays MED et Nouveaux Membres de l'UE - 1995 et 2006



\* « En parité de pouvoir d'achat » signifie que l'on corrige les PIB par habitant de manière à comparer des niveaux de vie alors même que les prix à la consommation sont différents.

Source : CHELEM

Les dix années du partenariat euro-méditerranéen n'ont pas vu de rapprochement des niveaux de vie. Cependant des éléments favorables apparaissent :

- rapprochement Turquie-UE ;
- début d'ouverture entre pays MED ;
- revenus élevés des pays pétroliers et investissements importants des pays du Golfe ;
- coûts salariaux compétitifs à proximité de l'UE ;
- stabilisation macroéconomique.

Par ailleurs, la phase favorable où la population d'âge actif augmente plus vite que la population totale devrait se poursuivre pendant une dizaine d'années.

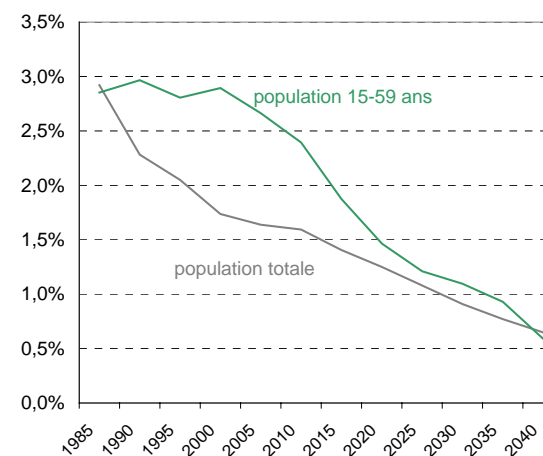
-Diagnostic stratégique-

**Coût horaire du travail d'un opérateur textile en 2007 (en dollars US)**

Allemagne	28,17	Thaïlande	1,75
France	21,61	Bulgarie	1,55
Rép. tchèque	4,90	Malaisie	1,34
Pologne	4,62	Egypte	1,02
Estonie	4,14	Chine côtière	0,85
Lettonie	4,05	Inde	0,69
Lituanie	3,70	Indonésie	0,65
Slovaquie	3,53	Chine intérieure	0,55
Turquie	2,96	Vietnam	0,46
Maroc	2,82	Pakistan	0,42
Afrique du Sud	2,78	Bangladesh	0,28
Tunisie	2,01		

Source : Werner International

**Perspective démographique dans l'ensemble des pays MED**  
(taux de croissance annuel moyen)

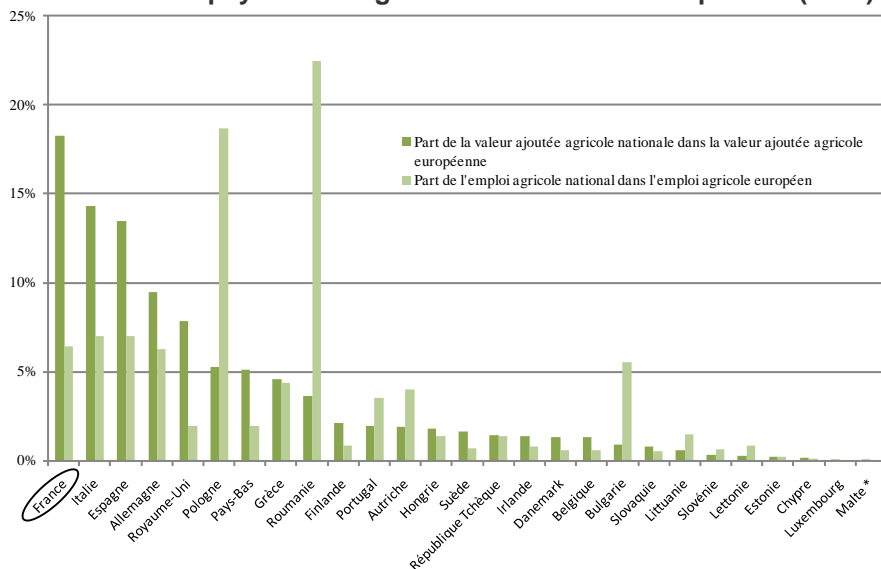


Source : ONU, Projections 2006.

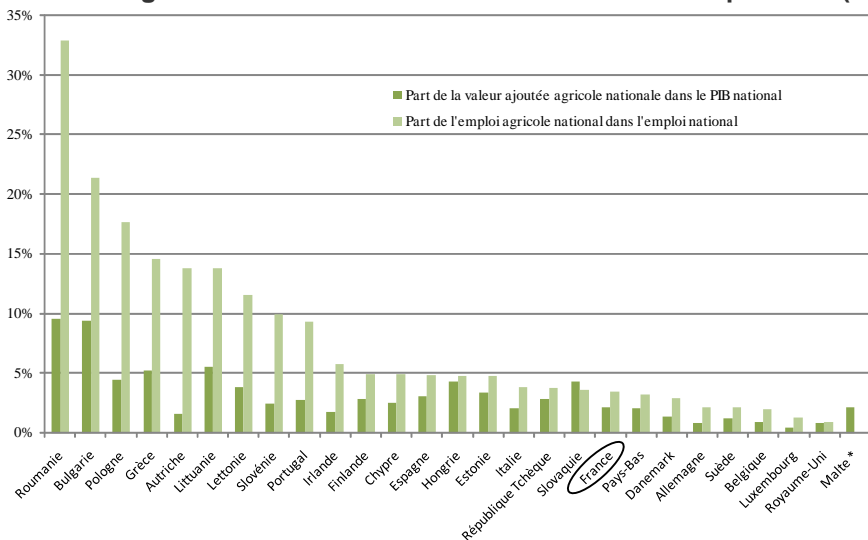
## Fiche 3 : Échanges agricoles

## L'agriculture dans l'économie française et européenne

Place des pays dans l'agriculture de l'Union européenne (2005)



Place de l'agriculture dans les économies nationales européennes (2005)



Source : Calcul CEPII d'après Eurostat

Notes: Données 2003 pour Autriche, Grèce, Portugal, Roumanie.

\* Données manquantes pour l'emploi agricole à Malte

La France est le premier producteur agricole de l'Union européenne.

Ce secteur représente 8,9 milliards d'euros de recettes commerciales pour le pays en 2006.

Il permet l'autosuffisance alimentaire dans plusieurs filières (céréales, viande bovine).

Son poids dans l'économie française reste cependant faible (2,2% du PIB et 2,3% des importations, hors agro-alimentaire).

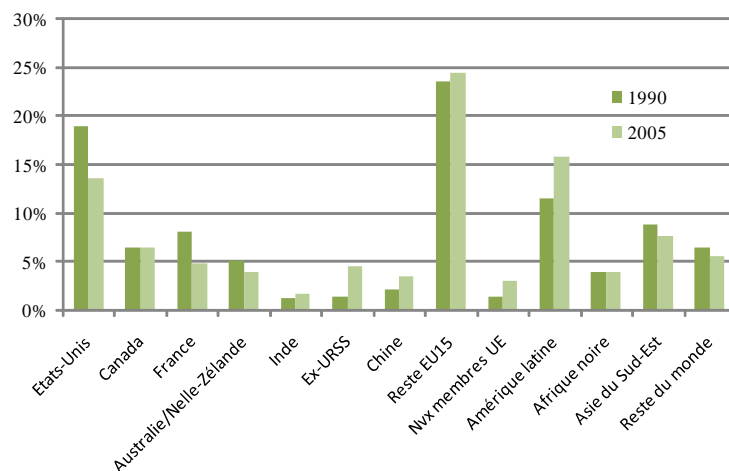
Le secteur doit aussi ses performances au soutien de la Politique Agricole Commune et à un mode de production intensif entraînant une dégradation de l'environnement.

## L'agriculture française est affectée par la concurrence mondiale et les exigences de libéralisation commerciale

Les exportations agricoles françaises ont diminué en parts de marché au cours des deux dernières décennies...

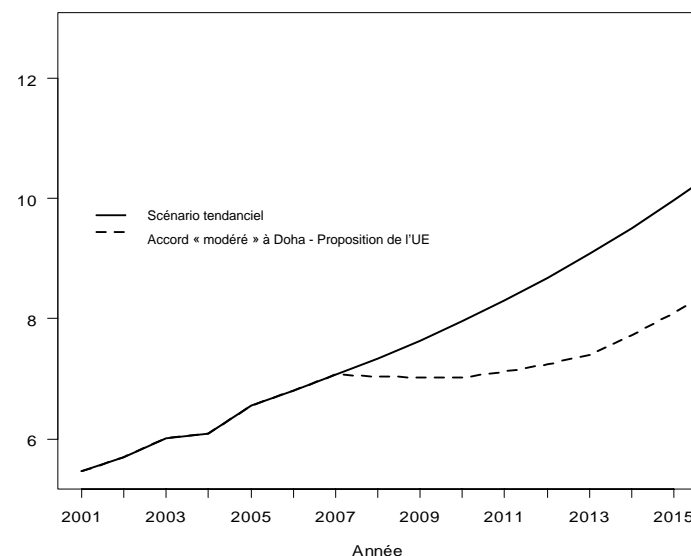
...et un recul supplémentaire est à anticiper avec l'abandon des politiques de soutien envisagé pour répondre aux exigences du cycle de Doha

Evolution de la part des exports de biens agricoles (hors agroalimentaire, échanges intra-zones compris)



Source : CHELEM, CEPII

Evolution de la balance commerciale française en agriculture et agroalimentaire suivant deux scénarios



Note : Année de base 2001  
Milliards de dollars constants 2001

Source : Gouel, C., Laborde, D., (2007). Prospective agriculture 2013 : Rapport final. CEPII (CIREM), Paris.

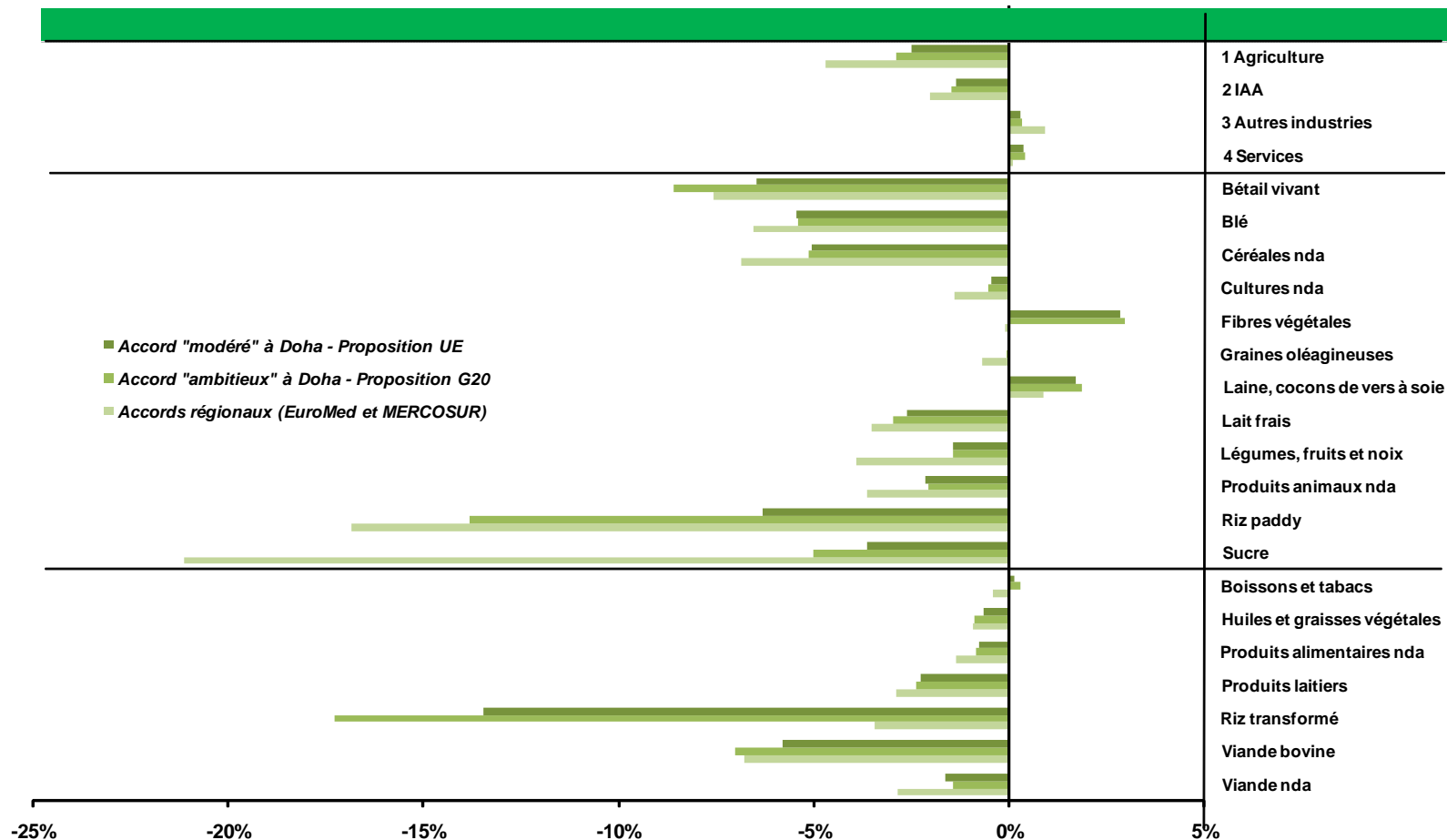
### Facteurs d'évolution

- orientations futures de la PAC ;
- résultats des négociations commerciales multilatérales et bilatérales ;
- situation des marchés mondiaux, actuellement très favorable aux producteurs.

-Diagnostic stratégique-

## Les secteurs agricoles sont très sensibles à un changement de politique commerciale

Evolution de la valeur ajoutée sectorielle en fonction des changements de politique commerciale (horizon 2015)



Note : nda correspond à *Non déclaré ailleurs*,  
IAA à industrie agro-alimentaire

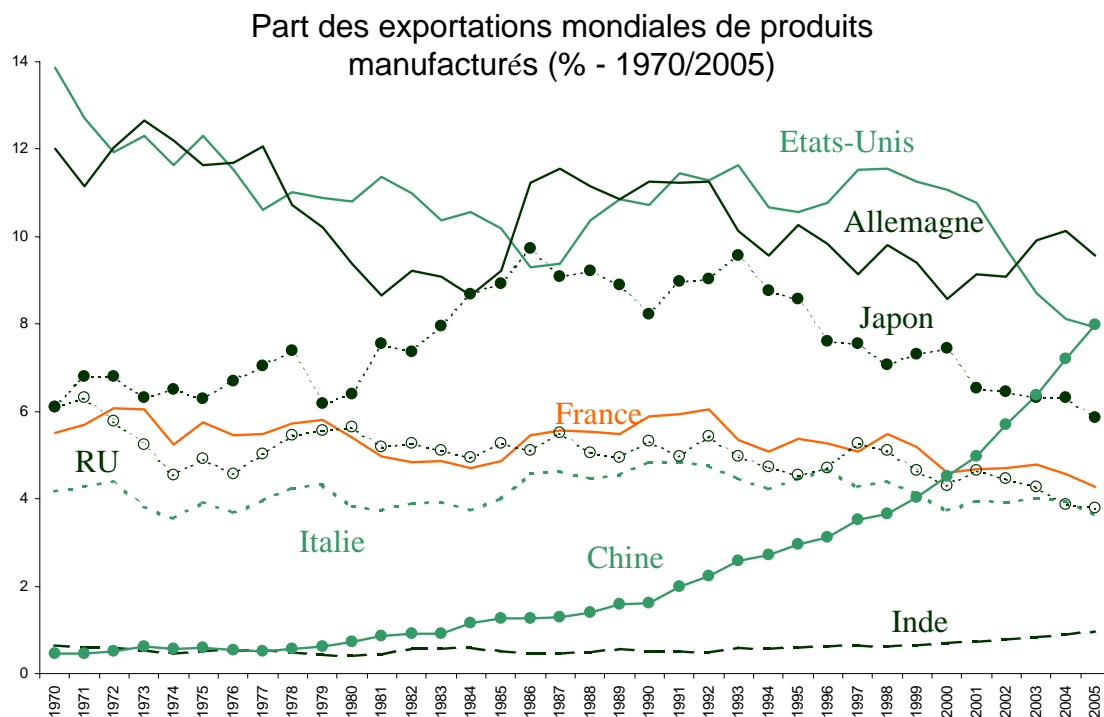
Source : Gouel, C., Laborde, D. (2007). Prospective agriculture : Rapport final.  
CEPII (CIREM), Paris.

Les bénéfices positifs attendus de l'ouverture pour l'ensemble de l'économie française ont pour contrepartie des pertes pour l'agriculture et l'agro-alimentaire, avec des filières inégalement touchées.



## Fiche 4 : Échanges de biens

## Comme tous les pays développés, la France voit sa part dans les exportations mondiales diminuer



Source : CEPII-Chelem.

Depuis les années 1970, la France demeure le 5<sup>e</sup> exportateur mondial de marchandises et de produits manufacturés.

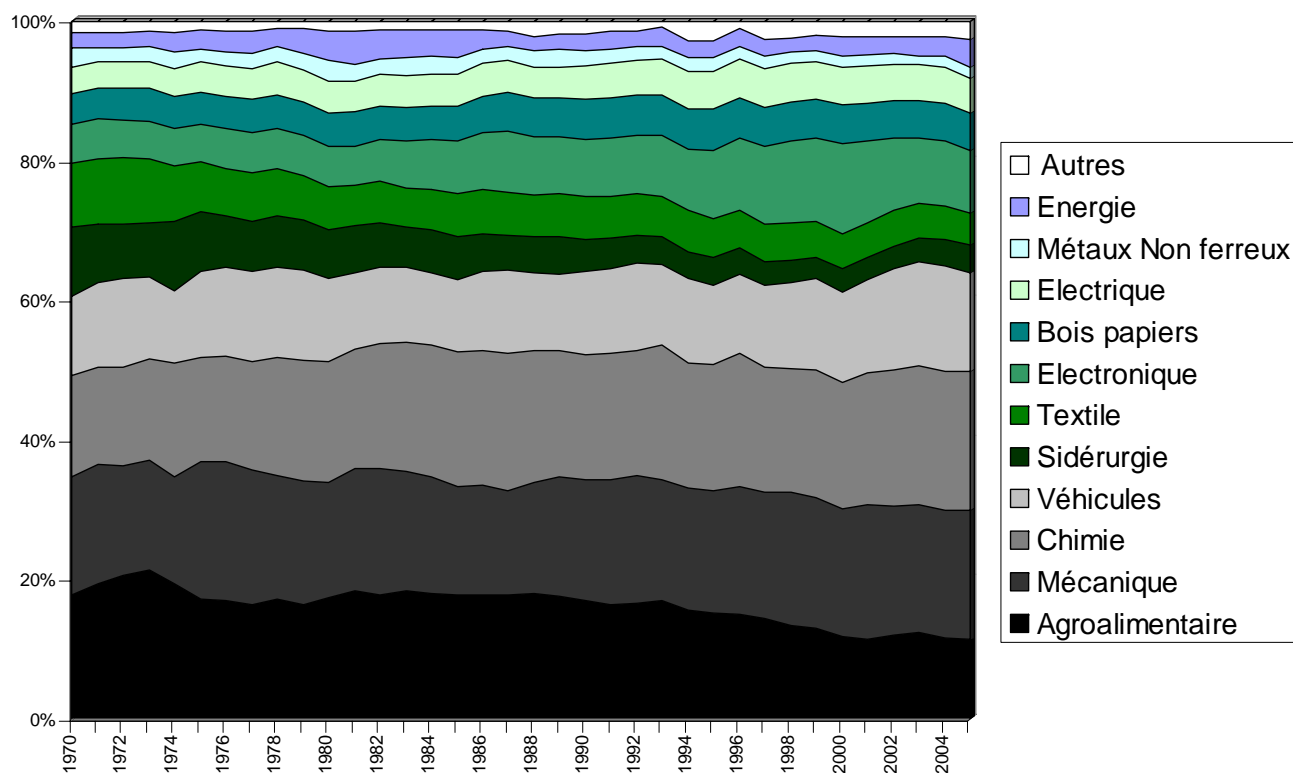
Comme pour tous les pays développés, la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens manufacturés se contracte face à la montée en puissance des pays émergents. La part de marché de la France a baissé de 28% depuis 1970.

Cette baisse est relativement limitée par rapport à d'autres pays développés. La part des Etats-Unis a baissé d'environ 40% depuis 1970.

Les pays émergents ont vu leur part de marché progresser très fortement : +60% pour l'Inde, +385% pour le Brésil et +3440% pour la Chine.

## La structure sectorielle des exportations françaises est relativement stable

Part des produits dans les exportations françaises de biens (% - 1970/2005)



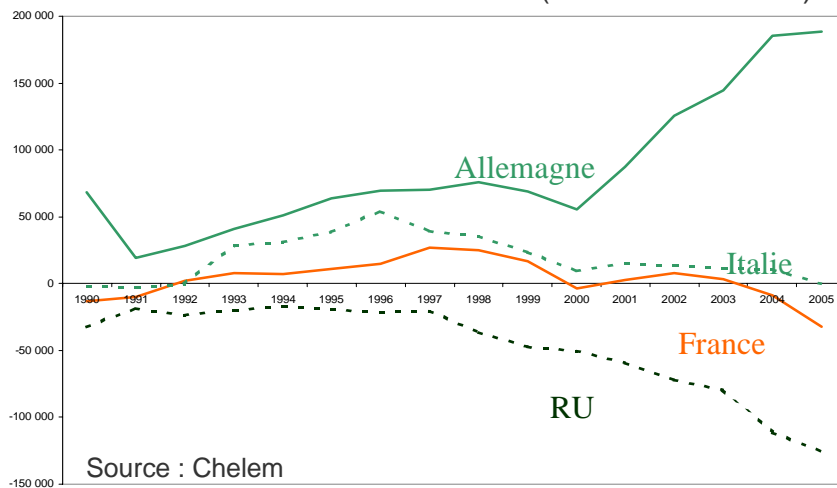
Source : CEPII-Chelem.

L'agro-alimentaire, la mécanique, la chimie et les véhicules représentent 64% des exportations françaises. Ces quatre secteurs réalisaient déjà 61% des exportations en 1970.

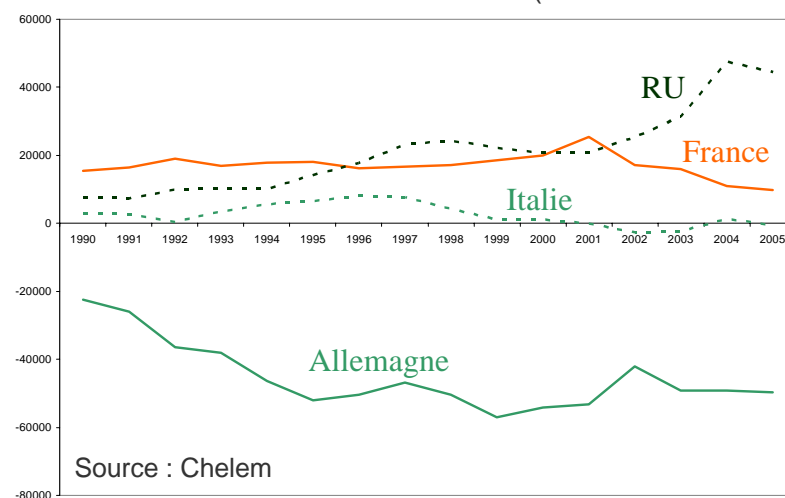
En 35 ans, les poids de la métallurgie, de l'agro-alimentaire et du textile dans les exportations françaises ont cependant décliné, au profit notamment de l'électronique, de la chimie et des matériaux électriques.

## Le solde commercial français se dégrade rapidement alors que l'Allemagne enregistre des excédents records.

Soldes commerciaux de biens (millions de dollars)



Soldes commerciaux de services (millions de dollars)



Le solde commercial français se dégrade depuis le milieu des années 1990, de même que le solde italien.

Le solde britannique se dégrade encore plus, mais cette évolution est partiellement compensée par un essor très net des excédents commerciaux de services. Ce n'est pas le cas pour la France, qui est exportateur net de services mais voit cet excédent s'éroder depuis quelques années.

Au contraire, l'Allemagne voit son excédent commercial progresser à une vitesse croissante. Son déficit marqué dans les services est stable depuis le milieu des années 1990.

## Les exportations françaises sont bien positionnées sur les produits de haute technologie et sur les gammes moyenne et haute

Poids des différents niveaux de technologie et de gamme dans les exportations vers les Etats-Unis (% , 2004)

Plus encore que l'Allemagne, la France est nettement spécialisée dans les secteurs de haute technologie.

Pour une bonne part, les exportations de biens de haute technologie proviennent de l'aéronautique (35%) et de la pharmacie (25%).

En Allemagne, les exportations de biens de haute technologie sont dues essentiellement à la pharmacie ainsi qu'aux machines et outils de précision.

Les exportations chinoises de haute technologie sont, pour l'essentiel, des produits informatiques et électroniques bas de gamme.

	Niveau de technologie		
	Basse	Moyenne	Haute
Allemagne	8.2	69.1	22.7
France	13.2	40.6	46.1
Chine	39.1	21.3	39.7

	Niveau de gamme (qualité)		
	Basse	Moyenne	Haute
Allemagne	10.9	22.6	66.5
France	12.4	34.4	53.2
Chine	72.2	22.9	4.9

Source : BACI, calculs CEPII.

Référence : Fontagné et Paillacar (2007), « La Chine vend plus de produits aux Etats-Unis que l'Allemagne », *Lettre du CEPII*, septembre.

L'Allemagne a un meilleur positionnement sur le haut de gamme.

Les produits de gamme moyenne représentent une part plus importante des exportations françaises.

## Dans les secteurs de haute technologie, la France résiste, mais l'Allemagne fait mieux

Gains (+) et pertes (-) de parts de marché aux Etats-Unis par catégorie de produits  
(1994-2005) en points de %

Pays	Tous secteurs	Intensifs en ressources naturelles	Basse technologie	Moyenne technologie	Haute technologie
EU25	<b>2,59</b>	<b>5,56</b>	-2,95	<b>1,64</b>	<b>5,93</b>
dont : France	-0,03	-0,03	-0,47	-0,37	<b>0,82</b>
Allemagne	<b>0,85</b>	<b>0,13</b>	-0,36	<b>1,50</b>	<b>1,44</b>
Japon	-6,59	-1,36	-2,41	-5,64	-14,00
Chine	<b>6,30</b>	<b>2,15</b>	<b>6,50</b>	<b>3,86</b>	<b>12,77</b>
Inde	<b>0,37</b>	<b>0,40</b>	<b>0,87</b>	<b>0,14</b>	<b>0,17</b>
Autres Asie émergente	-2,00	-0,81	<b>0,51</b>	-1,03	-5,69
Argentine	<b>0,02</b>	<b>0,24</b>	-0,15	<b>0,01</b>	0,00
Brésil	<b>0,32</b>	<b>0,60</b>	-0,24	0,00	<b>0,92</b>
Mexique	<b>2,40</b>	<b>0,22</b>	<b>2,10</b>	<b>2,86</b>	<b>3,79</b>

Source : BACI, calculs CEPII

Les exportations des pays émergents progressent sur les marchés des pays développés. Cette progression se fait dans tous les types de produits manufacturés, y compris dans les produits de haute technologie (notamment pour la Chine).

Dans le domaine des hautes technologies, la France résiste mieux que dans les autres secteurs, mais elle fait moins bien que l'Allemagne.

## Alors que l'Allemagne parvient à exporter plus et plus cher, la France peine à compenser son manque de compétitivité-prix

Variations des prix et des parts de marché aux États-Unis (en % - 1996/2004)

	Tous produits Manufacturés		Biens intensif en Ressources naturelles		Basse Technologie		Moyenne Technologie		Haute Technologie	
	Prix	Part Marché	Prix	Part Marché	Prix	Part Marché	Prix	Part Marché	Prix	Part Marché
Argentine	18	20	15	33	46	-30	-22	43	8	-33
Brésil	3	30	-6	30	-8	-10	-6	7	44	231
Mexique	-22	17	6	9	-6	13	-23	15	-6	32
Chine	7	118	-13	152	-7	41	-14	147	45	308
Inde	-3	41	-5	19	-2	39	-2	73	-10	114
Allemagne	10	15	9	16	1	-8	7	11	32	47
France	11	-3	17	-4	-7	-25	1	-14	25	22
Japon	-4	-35	-10	-31	11	-40	2	-20	-16	-55

Sources : BACI - Calculs CEPII

Les prix des exportations françaises sur le marché américain ont nettement progressé. L'Allemagne enregistre une hausse équivalente.

Cette hausse des prix s'accompagne d'une contraction des parts de marché françaises, alors que l'Allemagne parvient à renforcer ses positions.

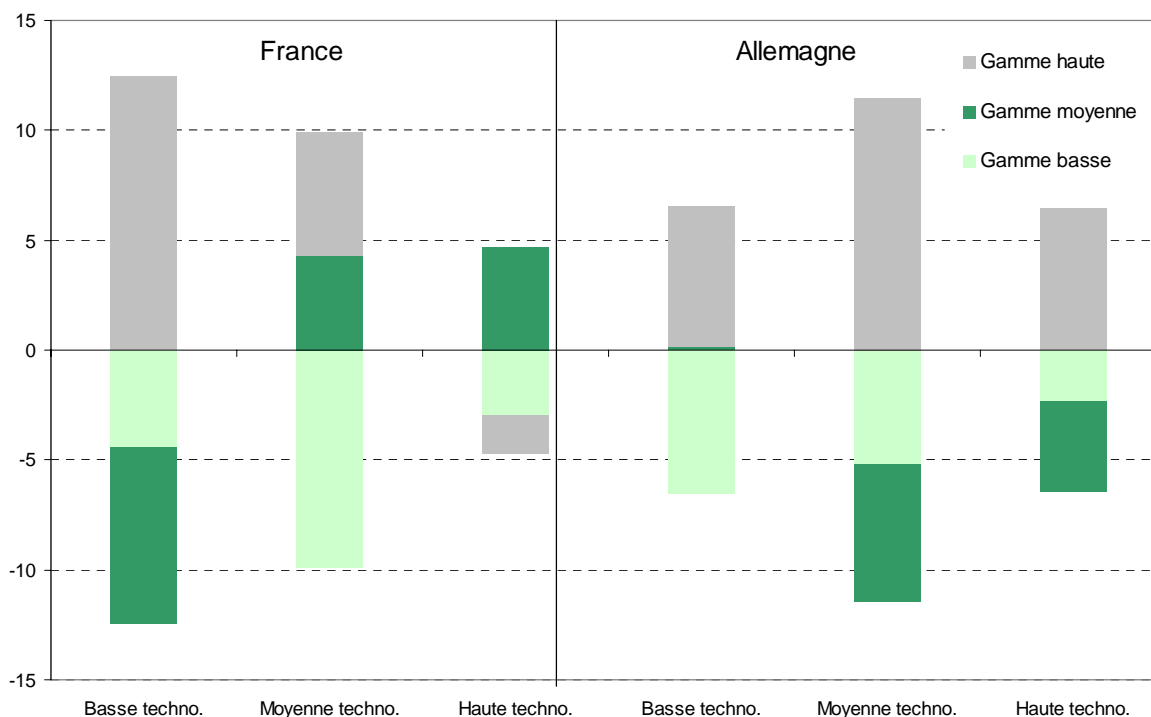
En France :

- Les secteurs de basse technologie montrent des signes clairs de perte de compétitivité face aux pays émergents
- Les secteurs de hautes technologies résistent mieux, mais moins bien qu'en Allemagne qui renforce nettement sa compétitivité qualité dans ces secteurs.

-Diagnostic stratégique-

## Les gains de compétitivité qualité de la France sont surtout concentrés dans les secteurs de basse et moyenne technologie

Evolution du positionnement en gamme des exportations de la France et l'Allemagne par niveau technologique (points de % - 1995/2004)



Sources : BACI, Calculs CEPII

La France renforce sa compétitivité qualité...  
... mais l'Allemagne fait encore mieux dans ce domaine

La France renforce ses performances à l'exportation :

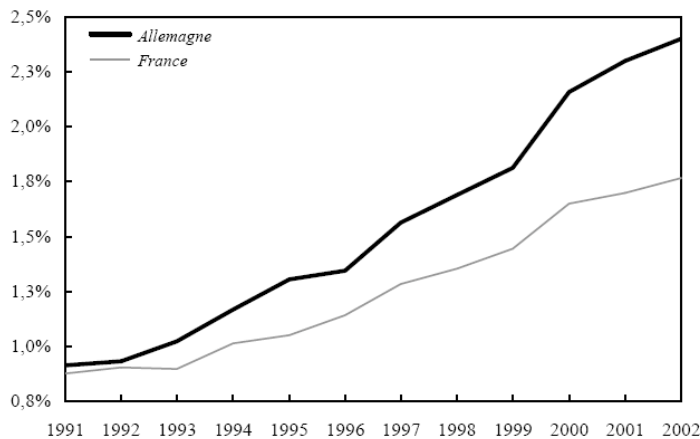
- Dans le haut de gamme des secteurs de basse technologie (mais aussi dans les secteurs intensifs en ressources naturelles)
- Dans les gammes hautes et moyennes pour les secteurs de technologie moyenne
- Dans la gamme moyenne pour la haute technologie.

L'Allemagne renforce ses positions dans la haute qualité, quel que soit le niveau de technologie.



## Une industrie allemande davantage intégrée avec celle des pays à bas salaires

Poids des consommations intermédiaires importées en provenance de pays à bas salaires, dans la production manufacturière (en % de la production)



Référence : Boulhol H. (2006). « Le bazar allemand explique-t-il l'écart de performance à l'exportation par rapport à la France? », in Artus et Fontagné, *Rapport du CAE*, n°64, novembre 2006.

Par rapport aux industriels français, les industriels allemands font davantage appel aux fournisseurs situés dans des pays à bas salaires.

Cette meilleure exploitation des opportunités offertes par la mondialisation a permis à l'Allemagne de dégager des marges de manœuvre pour investir dans la compétitivité hors prix (R&D, image, marques...).

## Forces

La France tient fermement son rang de 5<sup>e</sup> exportateur mondial de biens.

L'industrie française reste bien positionnée sur les marchés mondiaux, notamment dans l'agro-alimentaire, la mécanique, la chimie et les véhicules.

Sa spécialisation est clairement orientée vers les produits de haute technologie et (bien que dans une moindre mesure) le haut de gamme.

## Faiblesses

Comme tous les pays du monde, la France doit faire face à la concurrence des pays émergents.

La France perd du terrain dans les produits de faible et moyenne technologie.

Les prix des exportation françaises tendent à augmenter. Cette perte de compétitivité prix pèse sur les performances à l'exportation, quel que soit le niveau de technologie des produits.

La France gagne en compétitivité qualité, mais surtout dans les secteurs de basse et moyenne technologie : elle perd du terrain dans le haut de gamme des secteurs de haute technologie.

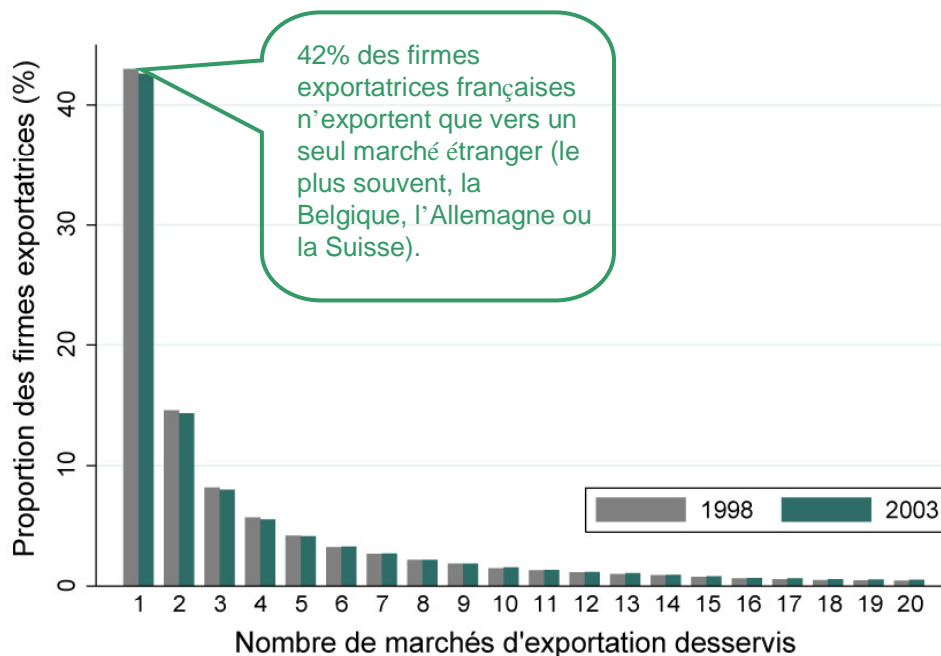
## Comparaison France - Allemagne

Ces dernières années, les prix des exportations allemandes et françaises ont augmenté. Mais l'Allemagne a su s'appuyer sur les pays à bas salaires pour réduire ses coûts de production et dégager des marges de manœuvre pour investir dans la compétitivité hors prix. L'Allemagne a su, mieux que la France, renforcer ses capacités d'exportation dans le haut de gamme, notamment dans les secteurs de haute technologie.

## Fiche 5 : Les entreprises françaises à l'exportation

## En France, comme dans les autres pays industriels, seul un très petit nombre de firmes ont une activité d'exportation importante

Proportion des firmes exportatrices qui desservent au plus 1 à 20 pays étrangers (2003)



En 2003, la France comptait 113500 firmes exportatrices : seules **4,4%** des entreprises françaises avaient une activité d'exportation.

Hors secteurs de services, cette proportion s'élevait à **19,1%**.

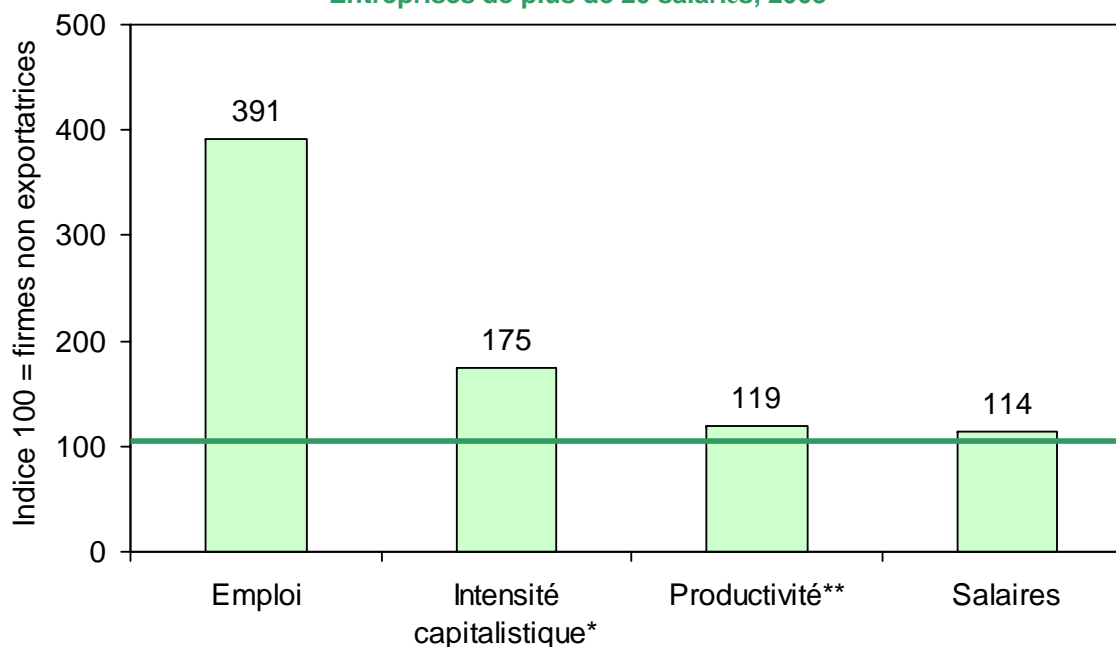
La plupart des entreprises exportatrices desservent un tout petit nombre de marchés.

Source : Douanes françaises, calculs CEPII

Références : Crozet M. et Mayer T. (2007) « Le club très sélect des firmes exportatrice », *Lettre du CEPII*, n° 271. ; Mayer T, et G.I.P. Ottaviano (2007), "The happy few: the internationalisation of European firms", *Bruegel Blueprint Series*.

## En moyenne, les firmes exportatrices sont nettement plus productives que les autres

**Performances relatives des entreprises exportatrices par rapport aux entreprises non exportatrices**  
Entreprises de plus de 20 salariés, 2003



Source : Douanes françaises et EAE - calculs CEPII.  
\* capital par employés. \*\* Productivité totale des facteurs

En moyenne, parmi les entreprises de plus de 20 salariés, les firmes exportatrices :

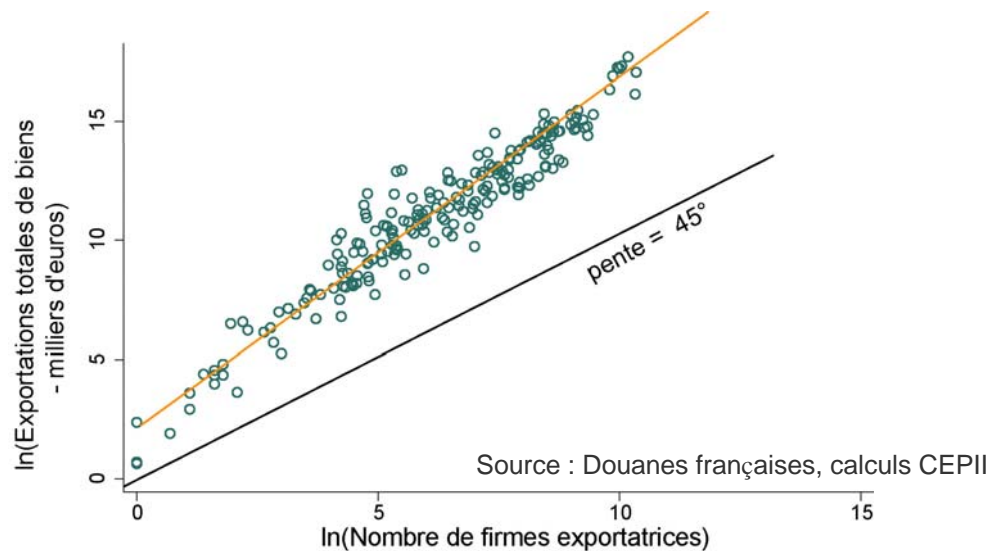
- ont 4 fois plus de salariés ;
- sont plus intensives en capital ;
- ont une productivité 19% plus élevée ;
- versent des salaires 14% plus élevés.

Cette différence importante entre les firmes exportatrices et non exportatrices résulte :

- pour l'essentiel d'un effet de sélection (seules les firmes les plus efficaces parviennent à exporter) ;
- dans une moindre mesure, d'un effet d'entraînement : le fait d'exporter a un impact positif sur le développement de l'entreprise.

## Une meilleure performance à l'exportation résulte avant tout d'un plus grand nombre de firmes exportatrices

Nombre de firmes exportatrices françaises sur chaque marché étranger et valeur totale des exportations de biens sur ces marchés (2003)



Un nombre de firmes exportatrices **10%** plus élevé sur un marché donné, est associée à une valeur totale des exportations **plus que proportionnelle, de 13,3%** plus importante.

Une forte position exportatrice sur un marché étranger s'explique davantage par la présence d'un plus grand nombre de firmes exportatrices que par des ventes plus importantes de chaque firme.

Une réduction des coûts fixes, et pas seulement des coûts variables (comme les barrières tarifaires), est de nature à stimuler les performances nationales à l'exportations.

## Enjeux

Le nombre de firmes françaises qui parviennent à exporter est relativement faible.

Un très petit nombre d'exportateurs ont une activité d'exportation importante, aussi bien en termes de couverture géographique que de quantités exportées par chacun d'eux.

Les analyses économiques montrent que l'amélioration des performances à l'exportation de l'ensemble de l'économie passe davantage par une progression du nombre de firmes exportatrices que par une hausse des ventes des exportateurs en place.

Cet état de fait n'est pas spécifique à la France, mais il montre que :

- même pour un pays membre du marché unique européen et de la zone euro, les barrières à l'entrée sur les marchés d'exportation restent importantes pour les firmes de taille moyenne ;
- l'ouverture commerciale et le renforcement des capacités d'exportation ne passe pas seulement par les négociations sur l'abaissement des barrières tarifaires et non-tarifaires et le soutien aux grands contrats internationaux.

## Leviers de politique économique

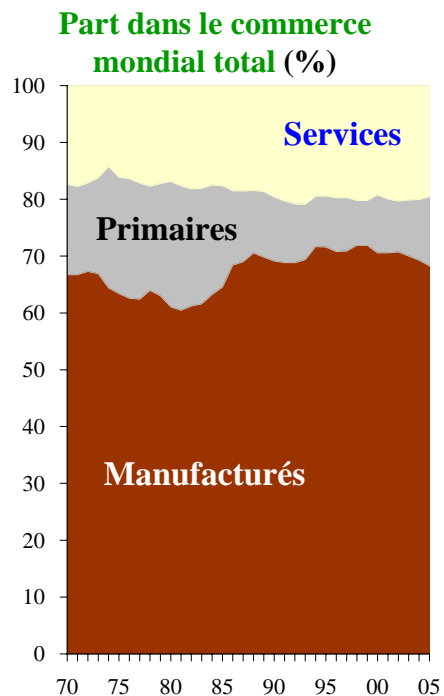
Le développement des performances nationales à l'exportation passe aussi par un renforcement des incitations à exporter pour les PME :

- missions d'information ;
- simplifications administratives ;
- renforcement et internationalisation des pôles de compétitivité ;
- aides à la mise en place de solutions logistiques ;
- soutien à la prospection des marchés internationaux et à la promotion des produits...

## Fiche 6 : Échanges de services

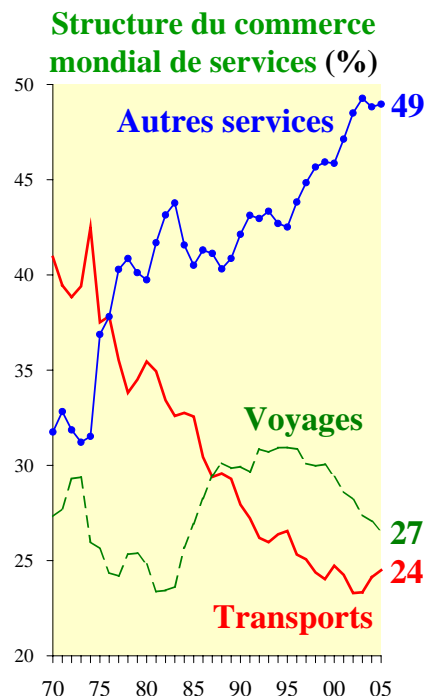


**La part des services dans le commerce mondial **au sens strict** est stable, mais sa structure est en profonde mutation au profit de nouveaux services aux entreprises**

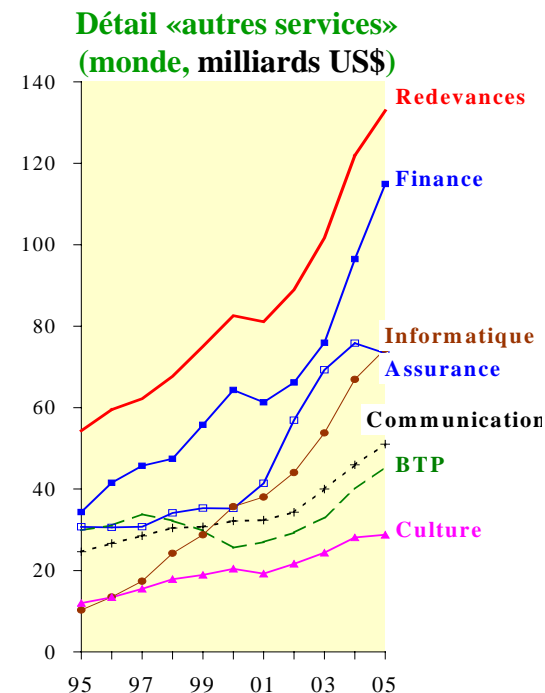


Source: CEPII, base CHELEM-CIN-BAL.

Les échanges de services au sens strict, entre résidents et non résidents des territoires nationaux, représentent un cinquième du commerce mondial depuis plus de 30 ans.



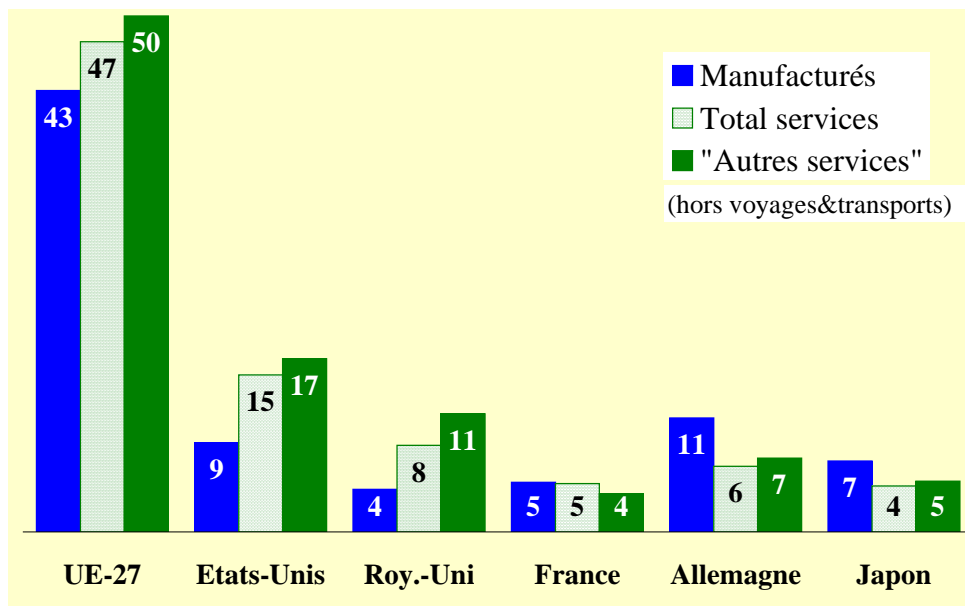
Mais au sein de ce commerce, la nature des services échangés a complètement changé : les services de voyages et de transports sont dépassés par les autres services aux entreprises qui représentent désormais la moitié du commerce mondial de services.



Parmi ces nouveaux services, ceux liés aux mutations technologiques (redevances, informatique & information, culture) et à l'essor de la finance connaissent les plus forts taux de croissance.

## Les pays du Nord, en particulier anglo-saxons, dominent le commerce mondial de services

### Part dans les exportations mondiales du secteur, 2005 (%)



Source: CEPII, CHELEM-CIN-BAL

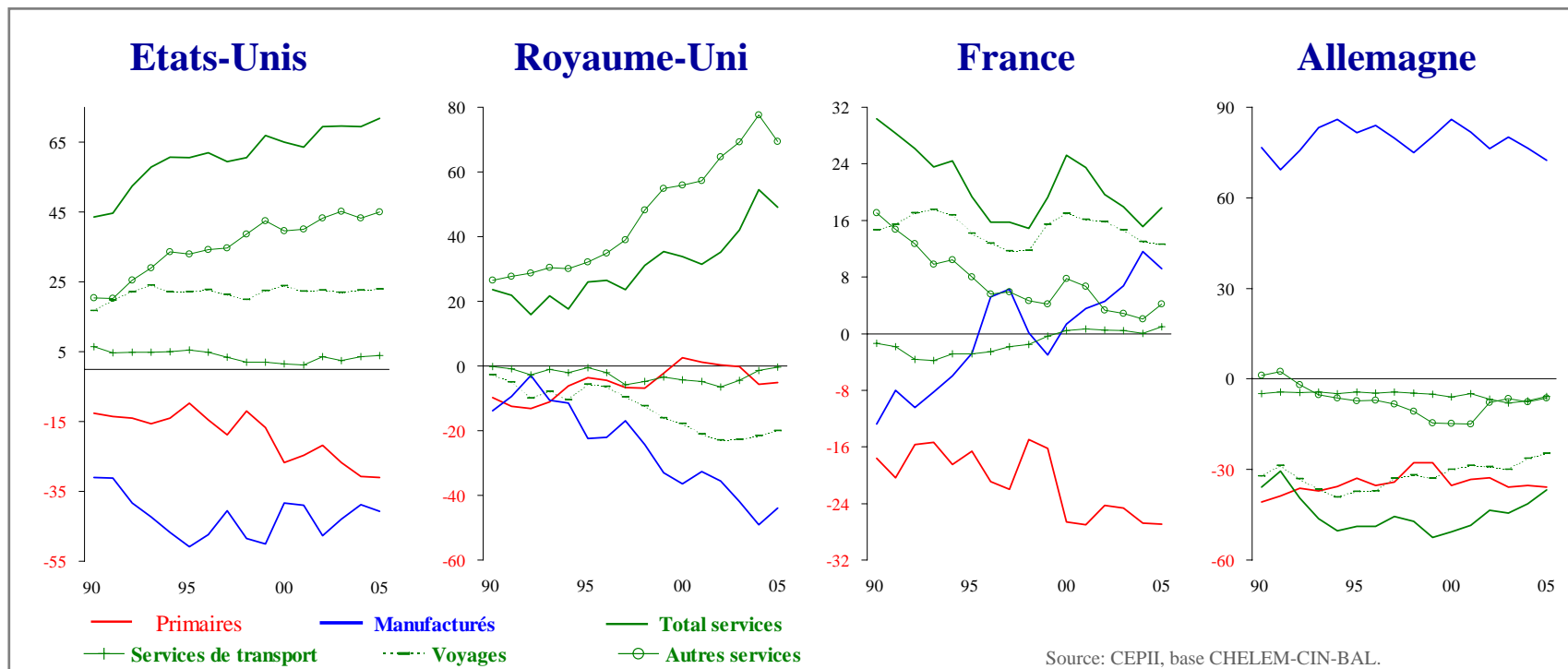
- La part des *pays du Nord* dans les exportations mondiales de services s'élève à 82% en 2005, contre 71% pour les produits manufacturés.

- *L'UE-27* est le plus grand fournisseur de services (près de 50% des exportations mondiales) suivie par les Etats-Unis (15%). La forte position de l'UE dans les «autres services» (hors voyages et transports) doit beaucoup au Royaume-Uni.

- La part des *pays anglo-saxons* sur le marché mondial des services est nettement supérieure à leur part sur le marché mondial des produits manufacturés. *L'Allemagne* et le *Japon* sont dans la situation inverse.

- La *France* réalise 5% des exportations mondiales de services comme de biens manufacturés.

## Spécialisation\* dans les services: la France entre les pays anglo-saxons et l'Allemagne

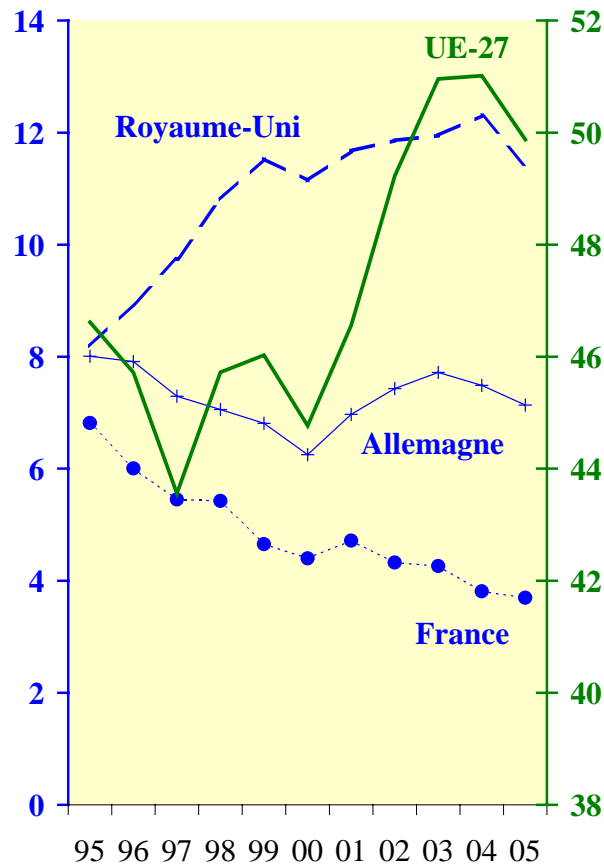


\*La spécialisation est ici mesurée par l'indicateur de contribution au solde du CEPII. La barre des zéros sépare les avantages comparatifs (>0) des désavantages comparatifs (<0).

Les pays anglo-saxons disposent d'un avantage marqué dans les services grâce à leur spécialisation dans la catégorie dynamique des “autres services”. La France se situe dans une position intermédiaire : spécialisée dans les services grâce au tourisme, son avantage dans les “autres services” se dégrade. Quant à l'Allemagne, elle reste fortement spécialisée dans les produits manufacturés.

## La France perd du terrain sur le marché mondial des services les plus dynamiques

### Part dans les exportations mondiales d'«autres services» (hors voyages et transports) (%)

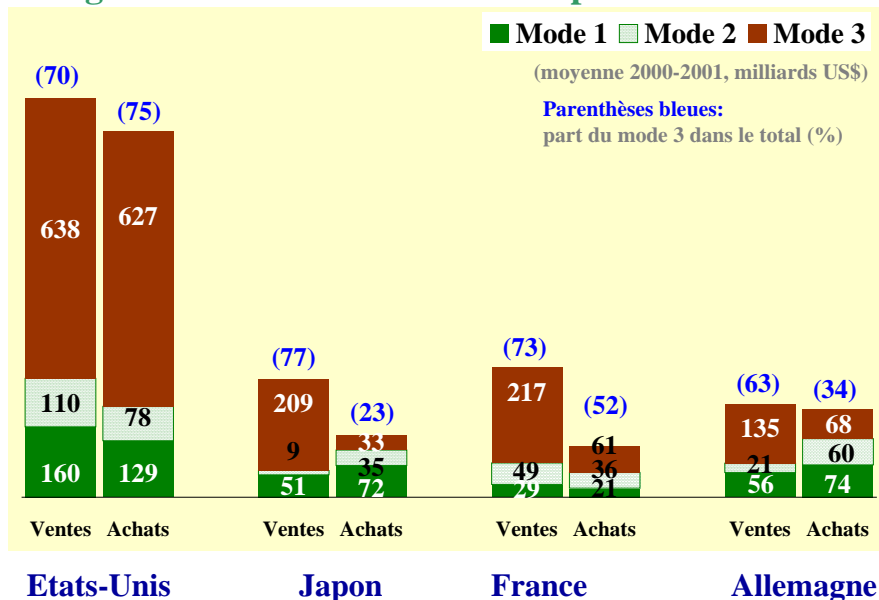


Source:CEPII, base CHELEM-BAL.

- Entre 1995 et 2005, la part de marché de l'UE-27 progresse de plus de 3 points dans les secteurs des « autres services », tandis que celle de la France recule d'autant.
- Or les exportations mondiales pour cette catégorie de services ont augmenté en moyenne de 9% par an en valeur sur les dix dernières années.
- La progression française, 2,6% par an, est l'une des plus mauvaises performances au sein de l'Union (Royaume-Uni : 12,8%; Allemagne : 7,9%).

## Le commerce international de services **au sens large** inclut aussi les ventes des filiales d'entreprises étrangères

### Echanges internationaux de services par mode de fourniture



Note: le mode 1 correspond au commerce transfrontière, le mode 2 essentiellement au tourisme et le mode 3 aux ventes de services des filiales d'entreprises étrangères dans les pays d'accueil.

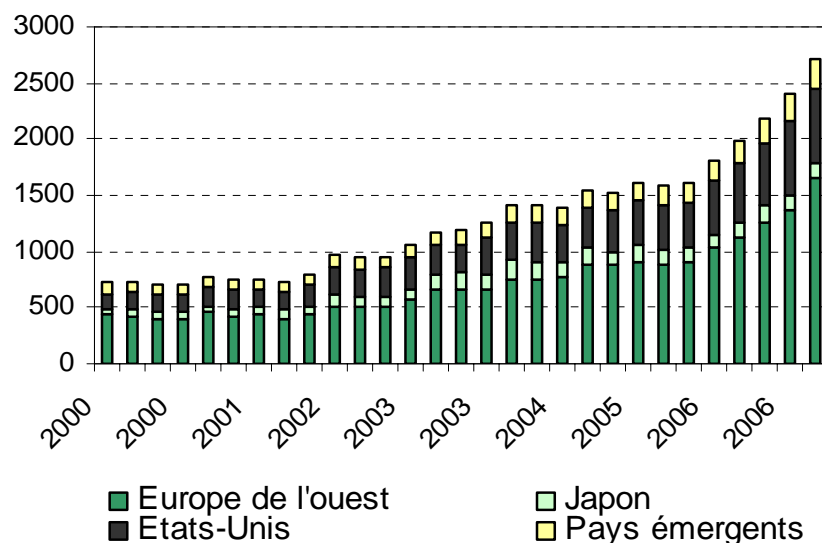
Source: Bensidoun & Ünal-Kesenci, «Mondialisation des services: de la mesure à l'analyse», *Document de travail du CEPII*, 2007-14.

- Pour la France, comme pour les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, les ventes de services par les filiales constituent le moyen privilégié de servir les marchés étrangers : 77% des ventes de services du Japon, 73% de celles de la France, 70% pour les Etats-Unis et 63% pour l'Allemagne.

- Grâce aux ventes réalisées par leurs filiales à l'étranger, les entreprises françaises, comme celles du Japon, vendent au total bien plus de services qu'elles n'en achètent sur les marchés extérieurs.

## Echanges internationaux de services : le cas des banques françaises

**Avoirs des banques françaises à l'étranger,  
y compris participations dans des banques étrangères  
en milliards de dollars US**



Source : Banque des Règlements Internationaux.

- Les avoirs des banques françaises à l'étranger ont été multipliés par 40 depuis le début des années 1980. Ces avoirs représentent aujourd'hui 116% du PIB français. Ils incluent les prêts et placements transfrontières et les prises de participation dans des banques étrangères.

- Cette activité internationale des banques françaises est essentiellement intra-européenne. Les banques françaises sont bien implantées en Europe de l'Est, mais elles sont moins présentes que les banques américaines et britanniques en Asie.

## Forces

La France dispose d'un avantage comparatif dans les services qui tient à sa spécialisation dans le tourisme.

## Faiblesses

Sa position dans les “autres services” (hors voyages et transports) se dégrade, alors que c’est le segment le plus dynamique du marché.

## Limites

L'internationalisation dans les services se fait pour la France, comme pour les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Japon, largement par le biais de la présence commerciale à l'étranger. Les insuffisances statistiques sur ce mode de fourniture de services limitent le diagnostic que l'on peut faire de la situation française dans les échanges tertiaires.

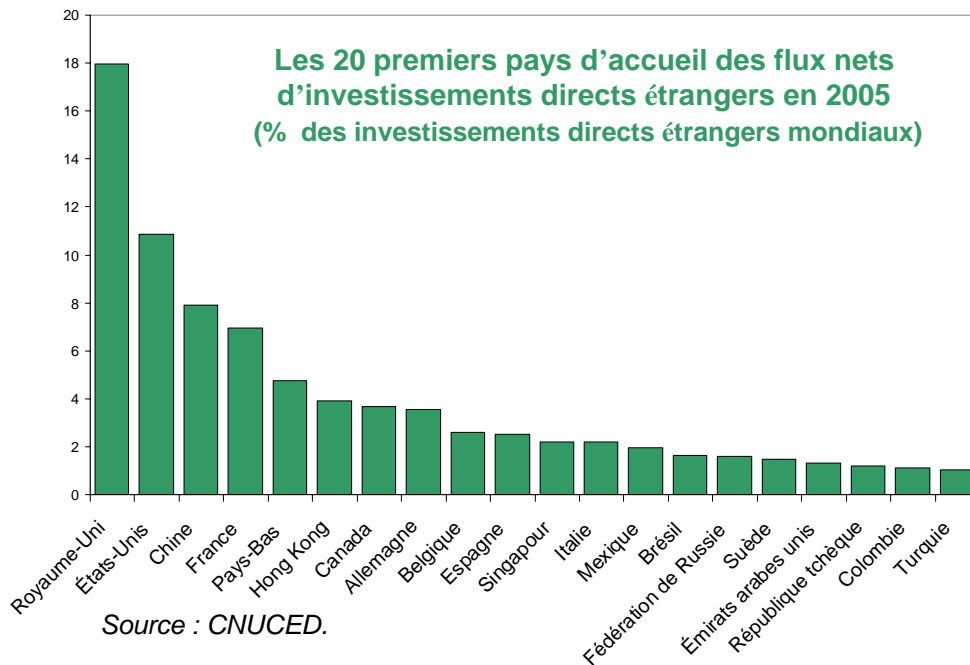
En l'absence d'informations sectorielles pertinentes et récentes, on ne peut en effet déterminer si la dégradation observée dans les exportations d'“autres services” est une évolution préoccupante ou si les entreprises françaises s'appuient davantage sur leurs filiales à l'étranger pour servir les marchés.

L'amélioration des statistiques sur la présence commerciale est indispensable à l'analyse de la place de la France dans la mondialisation des services.

## Fiche 7 : Attractivité



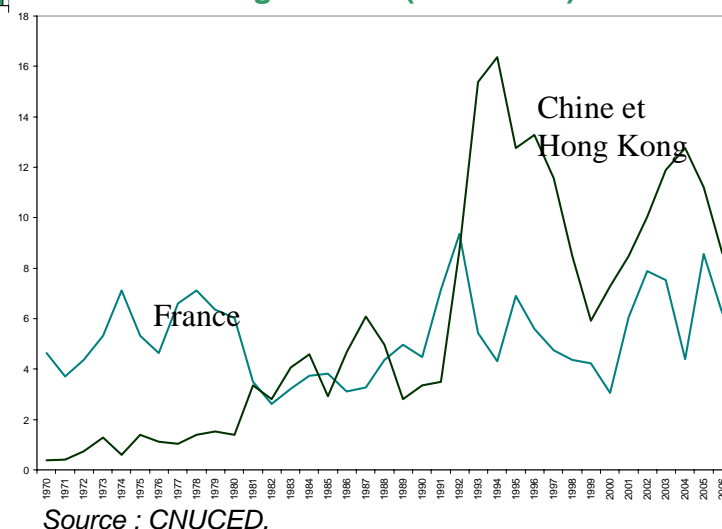
## L'attractivité de la France est forte



En 2005, la France est l'une des principales destinations des flux nets d'investissements directs étrangers mondiaux. Elle se classe au quatrième rang mondial, derrière le Royaume-Uni, les États-Unis et la Chine.

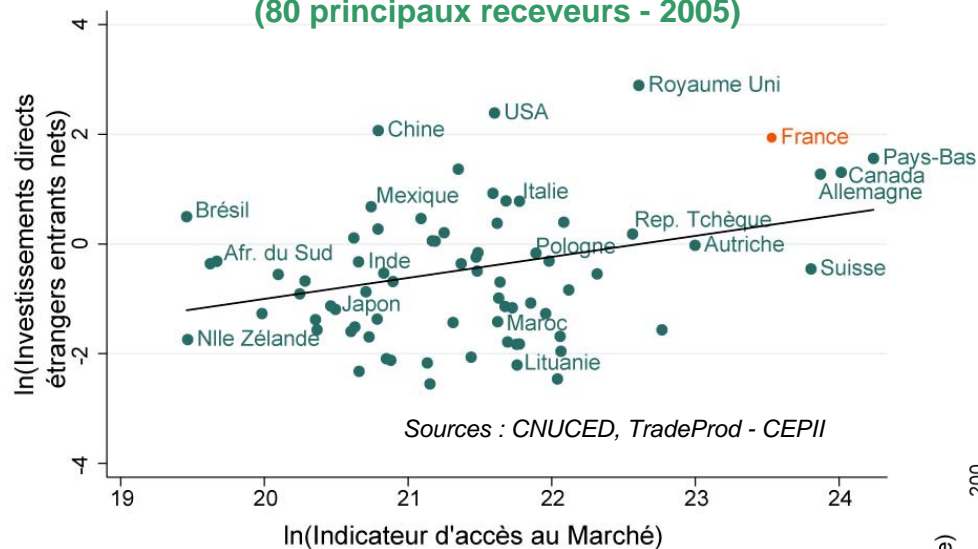
Chaque année, la France reçoit en moyenne 5 à 6% des investissements directs nets mondiaux. Cette part est stable depuis les années 1970

### Evolution des investissements directs étrangers nets (1970-2005)



## L'attractivité de la France repose sur sa productivité et surtout sur sa position centrale sur le marché européen

Entrées d'IDE nettes et accès au marché mondial  
(80 principaux receveurs - 2005)

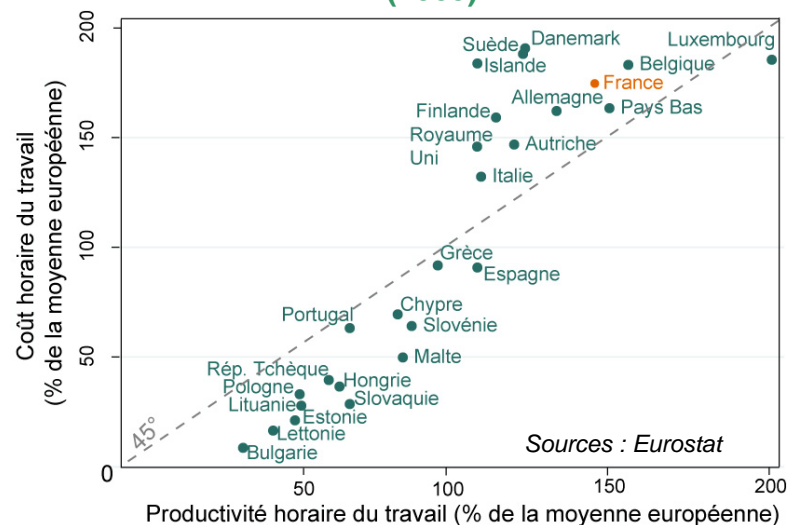


Le coût du travail est relativement élevé en France. Mais il s'accompagne d'une forte productivité

Dans tous les pays, la proximité des grands bassins de demande est un déterminant essentiel des choix de localisation.

La bonne position de la France dans ce domaine lui assure une forte attractivité.

Coût et productivité du travail en Europe  
(2005)



## Forces

L'attractivité de la France repose essentiellement sur sa position géographique au sein du marché européen, la forte productivité de sa main-d'oeuvre, mais aussi la qualité de ses infrastructures.

## Faiblesses

Une fiscalité et un coût du travail élevés limitent l'attractivité du site France. La France souffre aussi d'une image peu favorable auprès des investisseurs (cf. Baromètres Ernst & Young de l'attractivité)

## Opportunités

Les bases solides de l'attractivité française peuvent compenser certaines faiblesses relevées par les investisseurs.

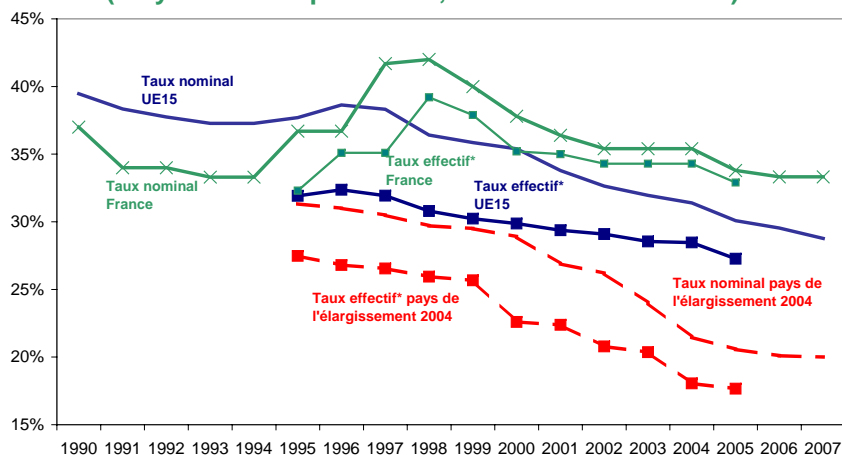
## Menaces

Les déterminants de l'attractivité française affectent la nature des investissements. Selon Ernst & Young (2006), la France attire beaucoup d'investissements de production (1er en Europe devant la Pologne) et de logistique (1er en Europe devant la Belgique). Mais elle perd du terrain sur les centres de R&D et les sièges sociaux (2e position en Europe, mais loin derrière le Royaume-Uni). Des efforts spécifiques doivent être faits pour attirer d'avantage d'investissements à forte valeur ajoutée, et générateurs d'externalités.

## Fiche 8 : Concurrence fiscale

## L'impôt sur les sociétés est élevé par rapport aux autres pays européens, mais il produit relativement peu de recettes

**Taux d'imposition sur le bénéfice des sociétés dans l'UE25, 1990-2007**  
(moyennes non pondérées, fiscalité locale incluse)

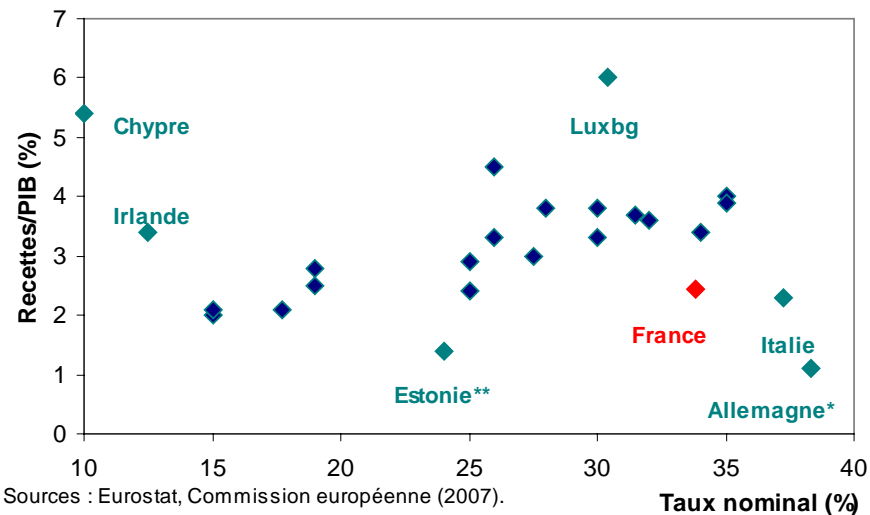


Sources: Devereux, Griffith et Klemm (2005), Eurostat, KPMG, Overesch (2005).  
\* Taux effectif moyen (tenant compte des différences de bases fiscales entre pays).

Du fait des possibilités d'optimisation fiscale, il n'y a pas de relation croissante entre le taux de l'IS et les recettes qu'il produit. La France a un taux élevé mais des recettes modestes (entre 2 et 3% du PIB selon les années). Une baisse de taux ne réduirait pas nécessairement les recettes fiscales en France.

La France a peu participé au mouvement de baisse de l'IS observé en Europe depuis 1995. En 2008, le taux d'imposition en Allemagne baissera de 38,4% à 29,8%, la France restant à 33,3%.

Taux nominal et recettes de l'IS en 2005



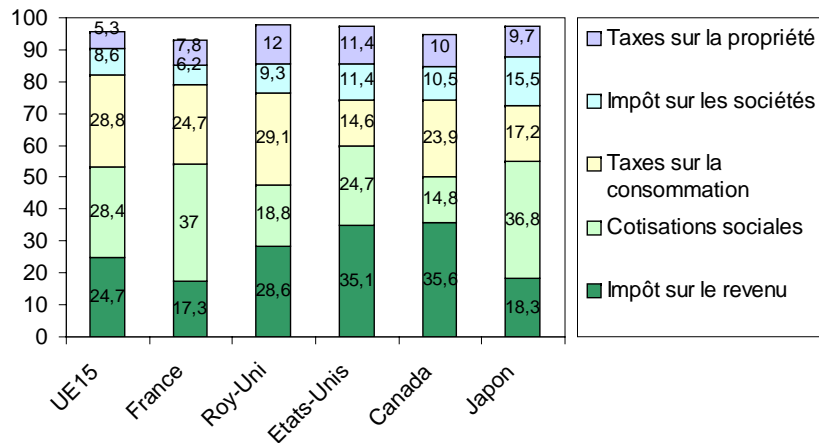
Sources : Eurostat, Commission européenne (2007).

\* En Allemagne, une partie des entreprises est imposée à l'impôt sur le revenu.

\*\* En Estonie, les bénéfices réinvestis ne sont pas imposés.

## L'Europe continentale tire proportionnellement peu de recettes fiscales du capital

Structure de la fiscalité  
(en % des recettes fiscales, 2005)



La part des recettes fiscales levées sur le capital est plus faible en Europe (notamment en France) qu'aux États-Unis.

Source: OCDE (2007).

Chaque Etat-membre a individuellement intérêt à abaisser son taux d'imposition pour :

- attirer des capitaux étrangers : une baisse d'un point de l'IS élève de 2-3% les investissements directs étrangers entrants (de Mooij et Ederveen, 2006) ;
- limiter les comportements de délocalisation des bénéficiaires par les prix de transfert ou la finance intra-firme : 65% du revenu espéré d'une hausse de l'IS serait perdu du fait de la relocalisation des bénéficiaires à l'étranger (Bartelsman et Beetsma, 2003).

La souveraineté fiscale des Etats-membres est *de facto* remise en cause par la concurrence fiscale.

## Facteurs d'évolution

La **Commission européenne** proposera en 2008 une méthode pour harmoniser, consolider et répartir la base de l'IS au niveau européen. Cette initiative est susceptible de :

- réduire les possibilités d'optimisation fiscale (consolidation des bases) ;
- renforcer la concurrence fiscale (transparence).

### **Trois éléments clés :**

- l'initiative sera-t-elle adoptée par tous les Etats-membres ou seulement un sous-groupe (coopération renforcée)?
- la formule sera-t-elle obligatoire ou optionnelle pour les sociétés multinationales?
- la formule s'accompagnera-t-elle d'un taux minimum d'imposition?

La **réforme fiscale allemande** de 2008 prévoit :

- une forte baisse du taux d'IS ;
- un élargissement de la base par inclusion partielle des intérêts d'emprunts dans le bénéfice imposable.

**L'imposition des intérêts d'emprunts** constitue une piste intéressante car elle permet :

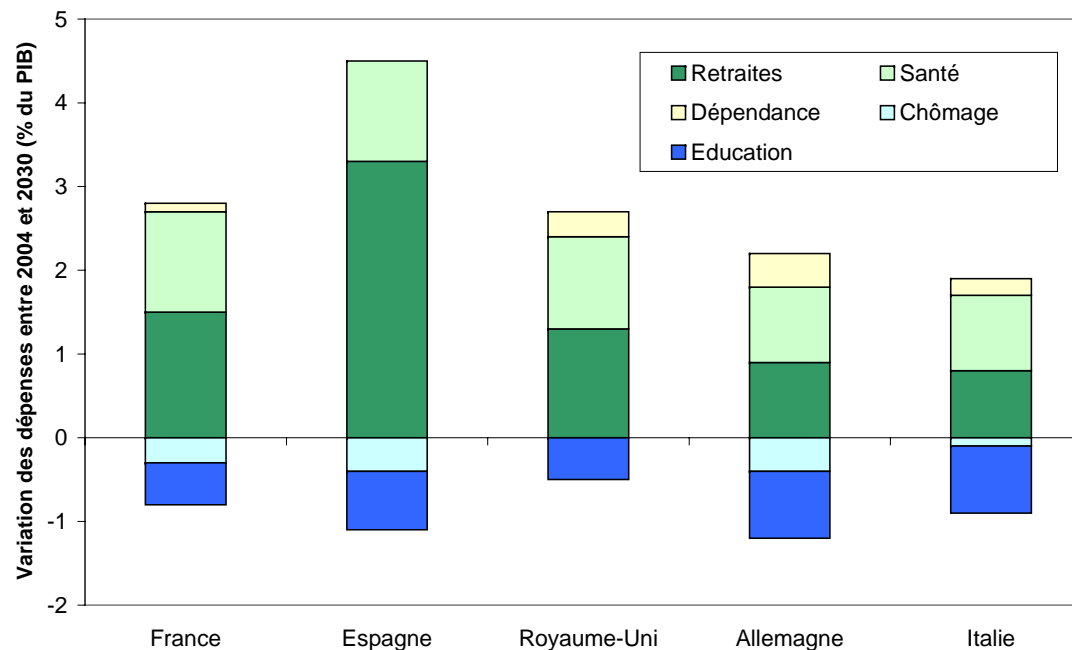
- d'élargir la base, donc de diminuer le taux ;
- de limiter les comportements de sous-capitalisation des filiales situées sur le territoire ;
- de réduire la distorsion fiscale entre financement par endettement et financement par actions.

## Fiche 9 : Politique budgétaire



## Le coût budgétaire du vieillissement

### Impact du vieillissement sur les finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission européenne (2007).

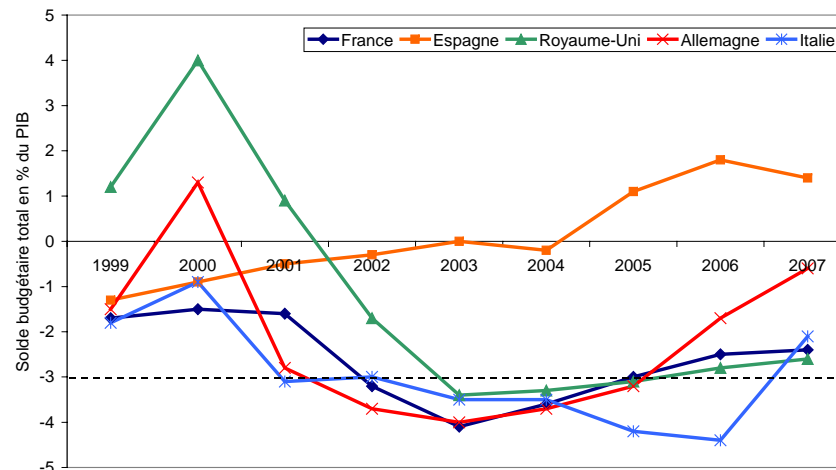
A l'horizon 2030, le vieillissement de la population pourrait coûter aux finances publiques l'équivalent de **2 points de PIB**, en tenant compte des économies attendues sur l'éducation et l'indemnisation du chômage.

## Des finances publiques encore mal préparées à ce choc

Comme d'autres grands pays européens, la France est mal préparée à ce choc :

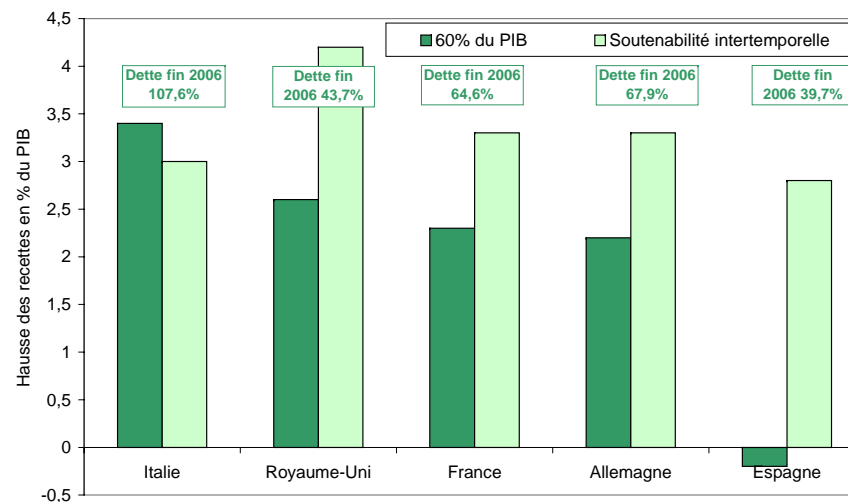
- le **solde budgétaire** est encore loin de l'équilibre ;
- la **dette brute** est supérieure à la limite fixée dans la zone euro (60%) comme au niveau assurant la soutenabilité inter-temporelle.
- la **dette nette** (dette brute moins actifs détenus par les administrations publiques) est plus faible mais la cession massive d'actifs publics (pour rembourser la dette) ne fait pas consensus.

### Solde budgétaire total (en % du PIB)



Source : MINEFI et Commission européenne (2007).

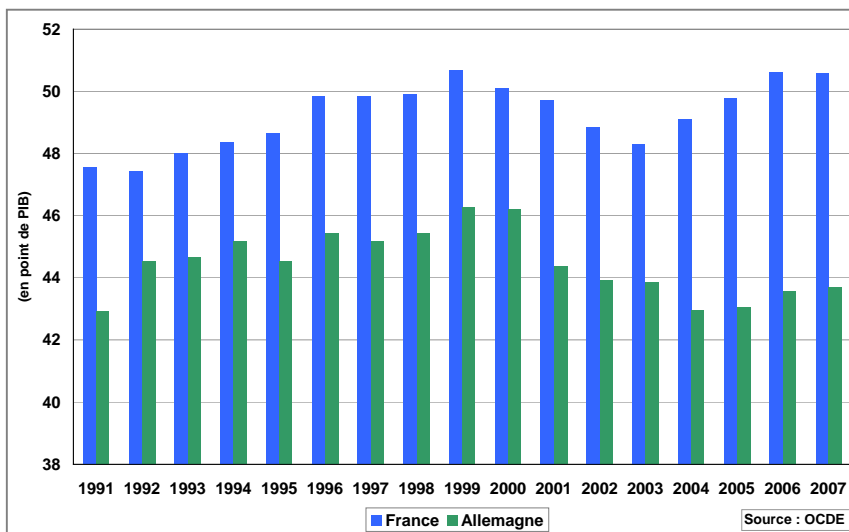
### Hausse des prélèvements nécessaire pour assurer la soutenabilité de la dette brute à l'horizon 2050



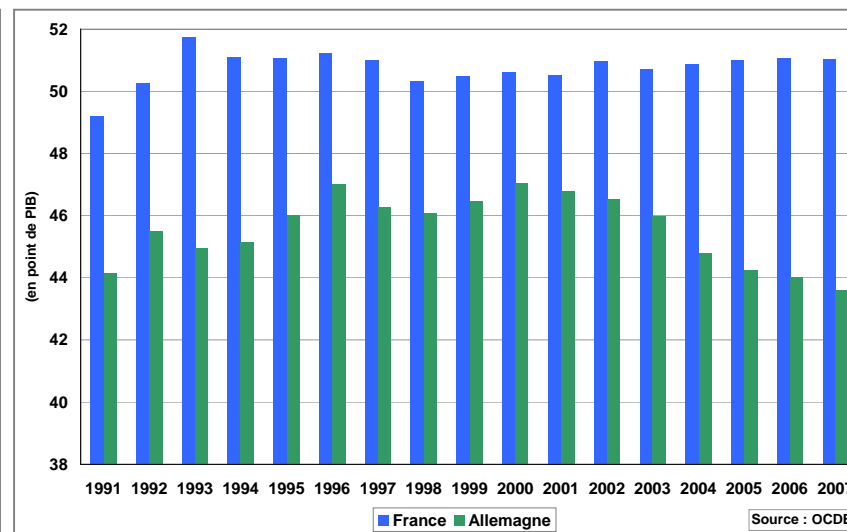
Source : Commission européenne (2007).

## Contrairement à l'Allemagne, la France n'a pas réduit le poids de ses dépenses publiques

Recettes publiques (corrigées du cycle\*)



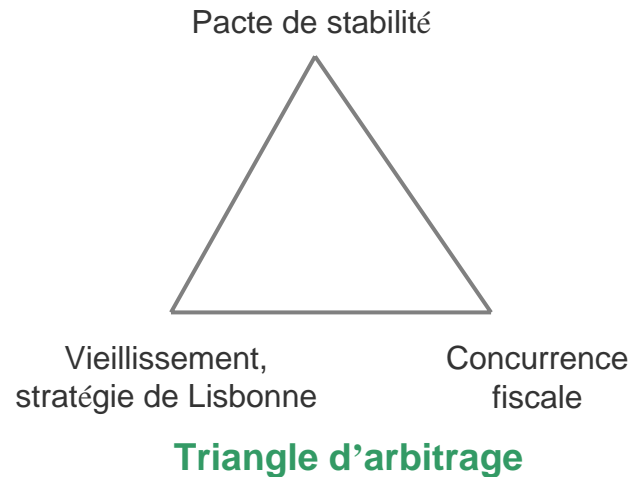
Dépenses publiques (corrigées du cycle\*)



\* recettes et dépenses qui auraient été observées si la production avait été à son potentiel durant toute la période.

- Les dépenses publiques ont fortement diminué en Allemagne depuis 2000 (3 points de PIB) alors qu'elles sont restées stables en France.
- Le redressement des finances publiques en France a été obtenu par une hausse des prélèvements.

## Une politique budgétaire triplement contrainte



La politique budgétaire est **triple**ment contrainte par :

- le Pacte de stabilité et de croissance : atteindre l'*équilibre budgétaire* ;
- le vieillissement de la population et la stratégie de Lisbonne : augmenter les *dépenses* liées au vieillissement et au savoir ;
- la concurrence fiscale : pression à la baisse sur les *prélèvements* obligatoires.

La stratégie de Lisbonne et les politiques de stabilisation conjoncturelle pourraient en faire les frais.

## La nécessité de redresser les finances publiques rend difficile l'action du budget pour réduire les fluctuations de l'activité à court terme

En France :

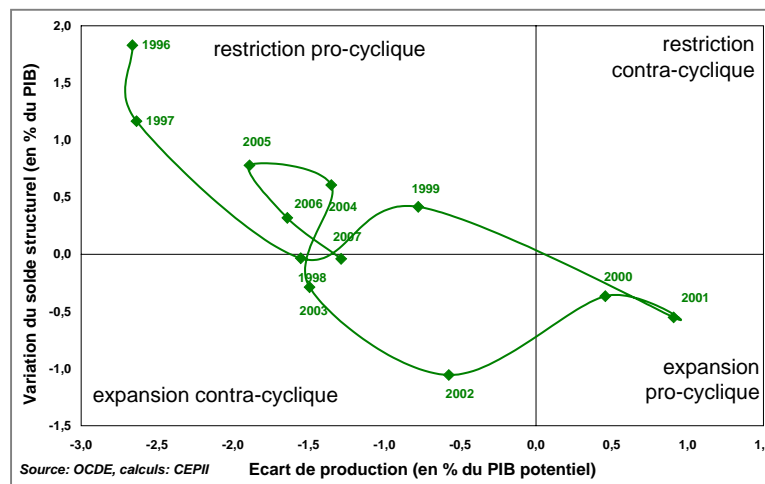
La politique budgétaire discrétionnaire tend à accentuer les fluctuations de l'activité et contrecarre l'action automatique du budget (hausse des impôts lorsque l'activité accélère, baisse lorsqu'elle ralentit).

Graphique : une détérioration conjoncturelle (écart de production négatif) est en général corrélée à une restriction budgétaire (amélioration du solde corrigé du cycle).

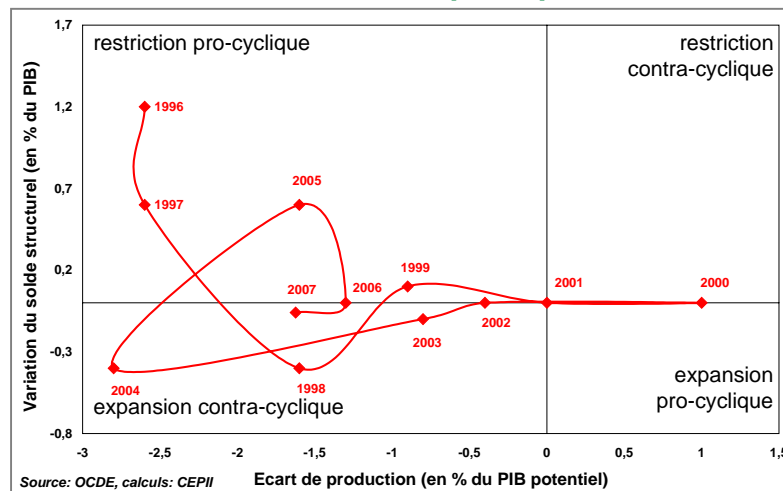
Cette action déstabilisatrice n'est pas voulue : au moment où elle est votée et sur la base des prévisions de croissance disponibles, la politique budgétaire "discrétionnaire" n'est ni déstabilisatrice, ni stabilisatrice.

Graphique : une détérioration conjoncturelle prévue (écart de production négatif) ne conduit à aucune politique budgétaire programmée systématique (évolution du solde corrigé du cycle).

### France : la politique budgétaire discrétionnaire



### France : l'intention de la politique discrétionnaire



[www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/summaries/2007/wp07-10.htm](http://www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/summaries/2007/wp07-10.htm)

## Les politiques budgétaires de stabilisation conjoncturelle en question

### Pourquoi ces politiques déstabilisatrices *a posteriori* ?

- Le délai entre la discussion du budget et sa mise en œuvre peut conduire à accentuer le cycle économique malgré une intention de lisser le cycle (Canova and Pappa, 2004).
- Les phases hautes du cycle sont souvent perçues à tort comme durables ainsi que les rentrées fiscales associées.
- Dans sa première version, le Pacte de stabilité et de croissance n'a pas incité la France à suffisamment redresser son solde budgétaire lors du pic conjoncturel de 2000.

### Est-ce grave ?

- L'impact des politiques budgétaires sur l'activité semble avoir diminué depuis le milieu des années 1980, en lien avec la libéralisation financière. Mais en union monétaire, le budget reste le seul outil de régulation conjoncturelle à disposition des Etats.
- Les économistes ne sont pas unanimes sur le lien entre les fluctuations de l'activité à court terme et la croissance à long terme :

les crises peuvent dans certains cas être bénéfiques car elles sélectionnent les firmes les plus productives (les autres disparaissent du marché), *mais*

une demande instable nuit à l'investissement et pèse sur l'innovation, particulièrement pour les petites entreprises (Aghion, Cohen et Pisani-Ferry, 2007) *et*

Les réformes structurelles (destinées à élever le sentier de croissance de long terme) sont moins difficiles à mettre en œuvre si elles s'accompagnent de politiques de soutien de la demande, même si, dans certains cas, une crise profonde peut favoriser l'acceptabilité des réformes.

### Facteurs d'évolution

- La réforme du Pacte de 2005 permet de mieux soutenir l'activité en creux de cycle et incite à davantage d'efforts en haut de cycle. Elle permet aussi de prendre en compte l'effet attendu sur le solde public de certaines réformes structurelles, même dans le cas où ces effets sont étalés dans le temps (réforme des retraites).

## Fiche 10 : Migrations

## Un nouveau champ de la mondialisation

---

- La mondialisation a, jusqu'à présent, été portée surtout sur les échanges de biens et de capitaux
- L'intégration européenne ne fait pas exception.
- Dans les vingt prochaines années, la mondialisation devrait s'étendre aux services et aux mouvements de main d'œuvre.
- Comme pour les biens et pour les capitaux, on s'attend à une concentration régionale des échanges.
- Les *migrations* constituent un enjeu pour la croissance économique, l'emploi, le financement des retraites, la localisation des "cerveaux"...



## A l'horizon 2030, Une population ouest-européenne potentiellement accrue de 3% 2030 par l'arrivée de migrants en provenance des pays voisins

- Les flux migratoires en provenance des régions voisines de l'Europe de l'ouest (environ la moitié des flux aujourd'hui) devraient rester relativement stable dans les années à venir.
- L'Afrique du nord devrait rester la principale région d'origine des migrants à destination de l'Europe de l'ouest.
- La population de l'Europe de l'ouest passerait de 389 millions d'habitants en 2000 à 372 millions en 2030. Sans ces flux migratoires, la population ne serait que de 360 millions à l'horizon 2030.

Les flux migratoires en provenance des régions voisines accroîtraient d'environ 3% la taille de la population ouest-européenne à l'horizon 2030

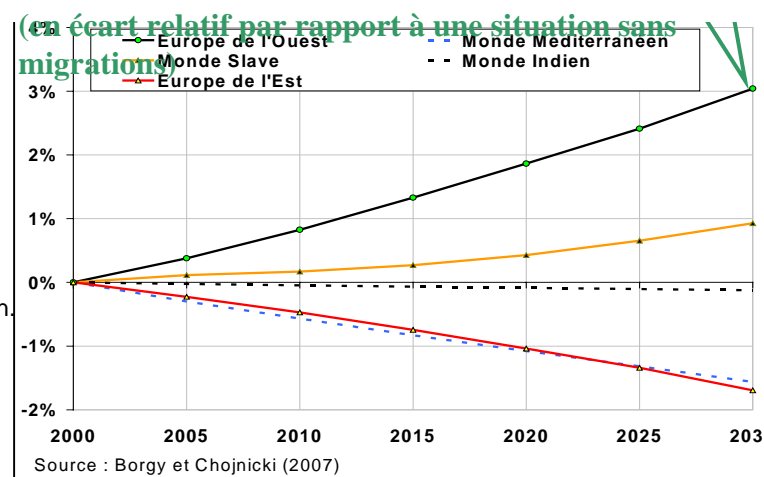
### Soldes migratoires annuels (en milliers)

	2006-2010	2011-2015	2016-2020
Europe de l'ouest	256,1	235,1	226
Afrique du nord	-113,3	-101,8	-101,8
Monde caucasien et Asie centrale	-65,3	-45,8	-51,8
Kazakhstan, Tadjikistan	-64,7	-50,8	-50,3
Europe de l'est	-49,8	-45,4	-45,4
Monde slave	37	8,7	23,3

Sources : voir Borge et Chojnicki (2007).

Le « Monde slave » regroupe principalement la Russie et l'Ukraine.  
La Russie attire des migrants, alors que l'Ukraine connaît une importante vague d'émigration.

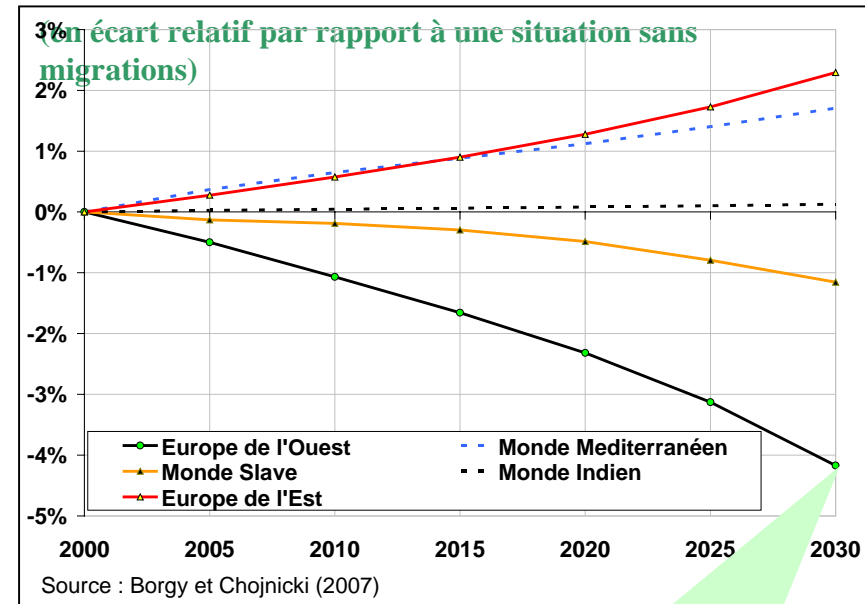
### Impact des migrations sur la population totale



## Cette immigration de voisinage n'allégera que très partiellement le problème des retraites en Europe de l'ouest

- Grâce à ces migrations de voisinage, il y pourrait y avoir 0,76 retraités par actif en 2030 en *Europe de l'ouest*, contre 0,80 en l'absence de migrations.
- Les *régions de départ* subiraient une détérioration de d'environ 2% de leurs taux de dépendance (nombre de retraités par actif) à l'horizon 2030 - une détérioration plus sensible en Europe de l'est du fait du vieillissement avancé de la population.

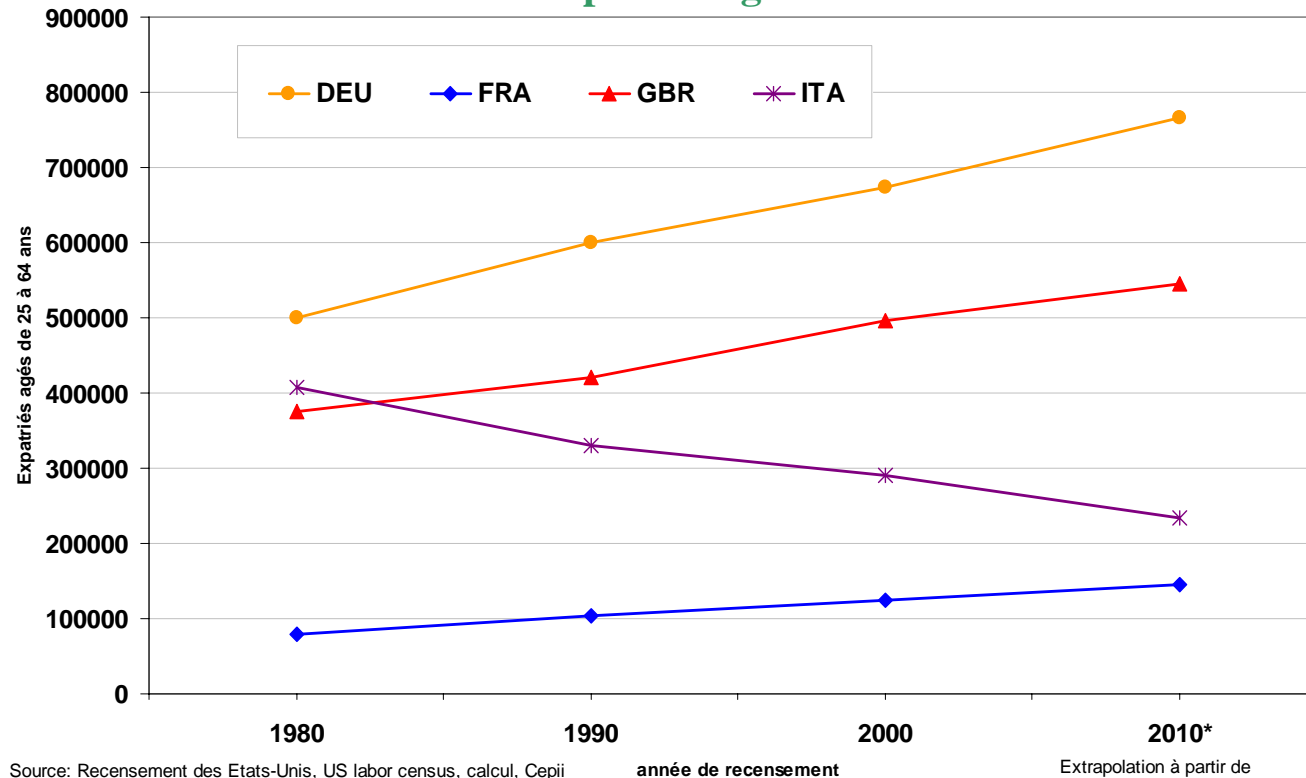
### Impact des migrations sur le rapport retraités/actifs



Les flux migratoires en provenance des régions voisines amélioreraient légèrement la situation des retraites en Europe de l'ouest en réduisant d'environ 4% le taux de dépendance (nombre de retraités par actif) à l'horizon 2030.

## Emigration : des expatriés français aux Etats-Unis encore peu nombreux...

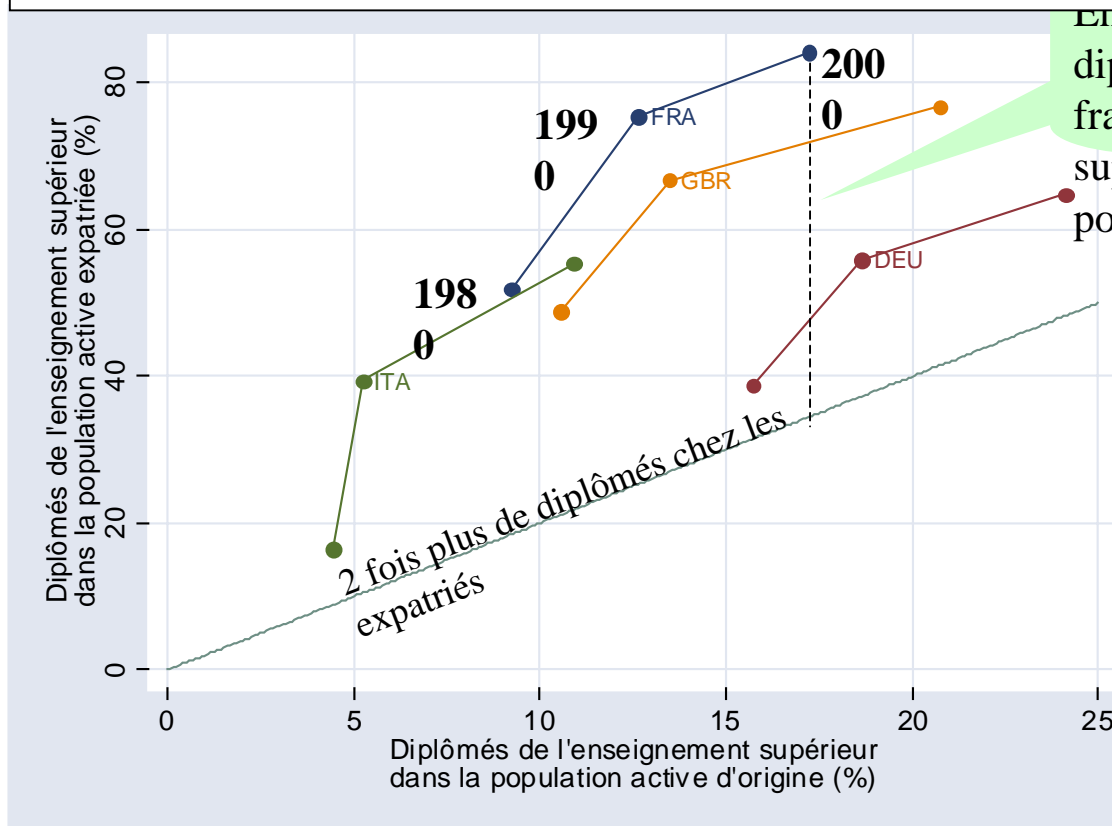
Nombre d'expatriés âgés de 25 à 64 ans



- Les français sont moins nombreux que les allemands, britanniques et italiens à s'être expatriés aux Etats-Unis.
- Mais cette population croît de 16% tous les 10 ans, contre 11 % pour les expatriés allemands et 9% pour les britanniques.

## ... mais plus diplômés que ceux qui restent dans leur pays d'origine...

Proportion de diplômés de l'université dans la population âgée de 25 à 64 ans chez les expatriés et dans leur pays d'origine, en 1980, 1990 et 2000



En 2000, la proportion de diplômés parmi les expatriés français est plus de 4 fois supérieure à celle de la population active française.

Note: les années correspondent aux années de recensement aux Etats-Unis. Chaque année fait référence aux expatriés ayant émigré aux cours de la décennie écoulée. Ainsi en 2000 la référence est faite aux expatriés ayant émigré entre 1990 et 1999.

Source: Recensement des Etats-Unis, US census bureau et Cohen et Soto (2006), calcul Cepii.

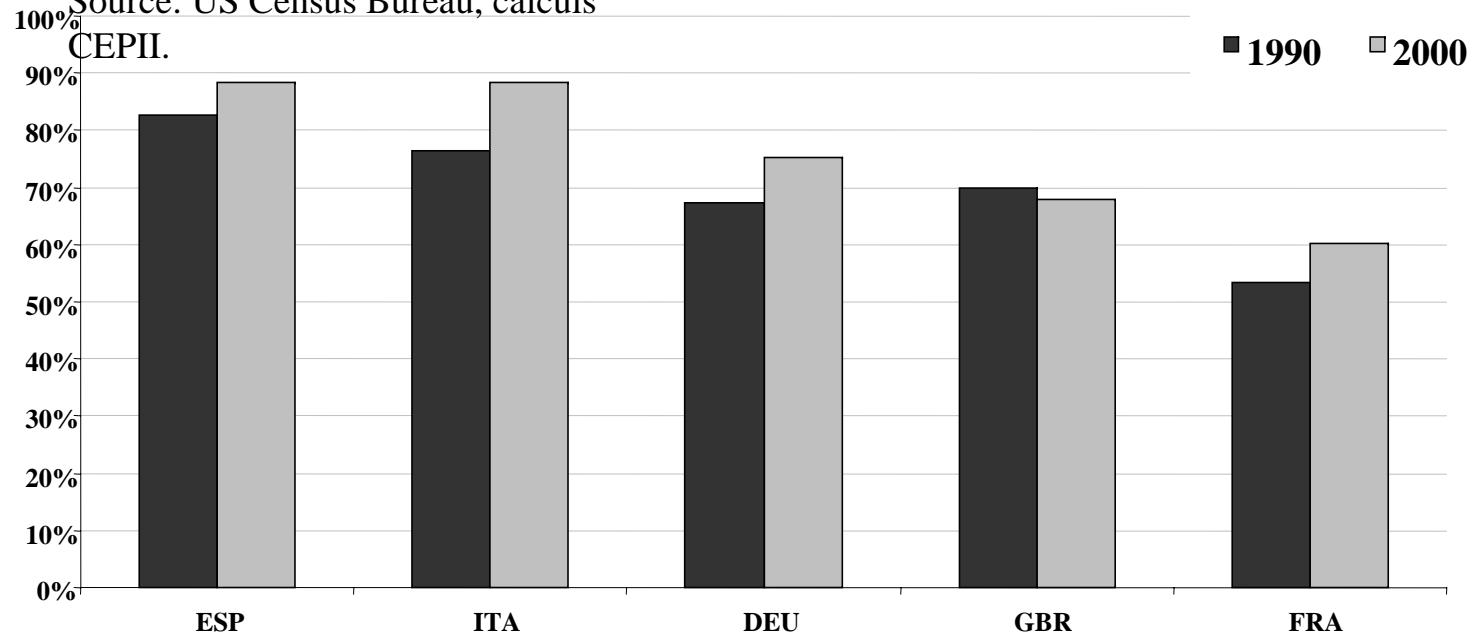
- Une proportion plus élevée de diplômés de l'université parmi les expatriés français
- Un écart particulièrement élevé entre la proportion de diplômés chez les expatriés et dans la population active d'origine.

... et tendant davantage qu'avant à rester.

### Taux de non-retour : deux générations d'expatriés : 1975-80 et 1985-1990

% d'expatriés encore sur le sol américain en 1990 et 2000, respectivement

Source: US Census Bureau, calculs

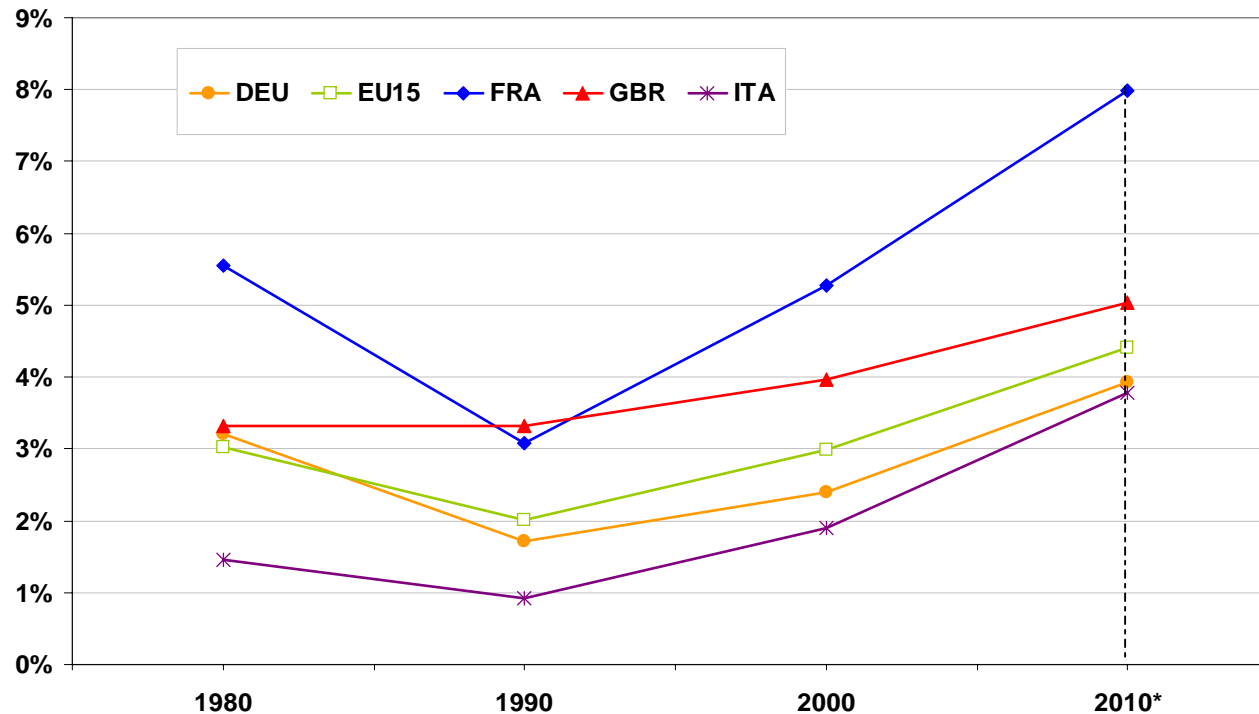


- Les expatriés français proportionnellement plus nombreux à revenir dans leur pays d'origine.
- Mais un taux de non-retour en hausse (60% en 2000).

-Diagnostic stratégique-

# Des expatriés de plus en plus qualifiés

Évolution de la proportion de docteurs chez les expatriés français et européens aux Etats-Unis



Source: Recensement des Etats-Unis, US census bureau, calcul Cepii

\* Extrapolation à partir de l'année 2006

En 2000, 4% des expatriés français occupaient un emploi de chercheur en science, alors que les chercheurs en science représentaient seulement 6 pour 1000 dans la population

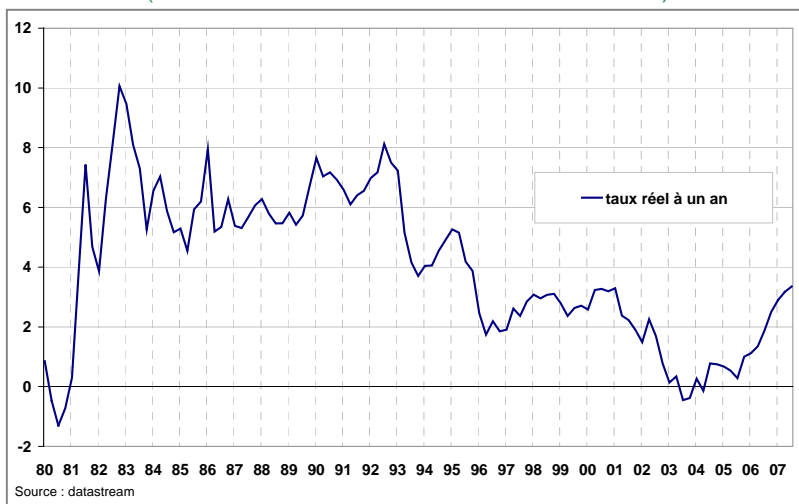
active française (Source: Eurostat)

- Les expatriés français sont en proportion plus nombreux à détenir un doctorat que leurs homologues allemands, anglais ou italiens.
- Depuis 1990, la proportion de docteurs chez les expatriés français croît plus rapidement que dans les autres pays (Italie exceptée).

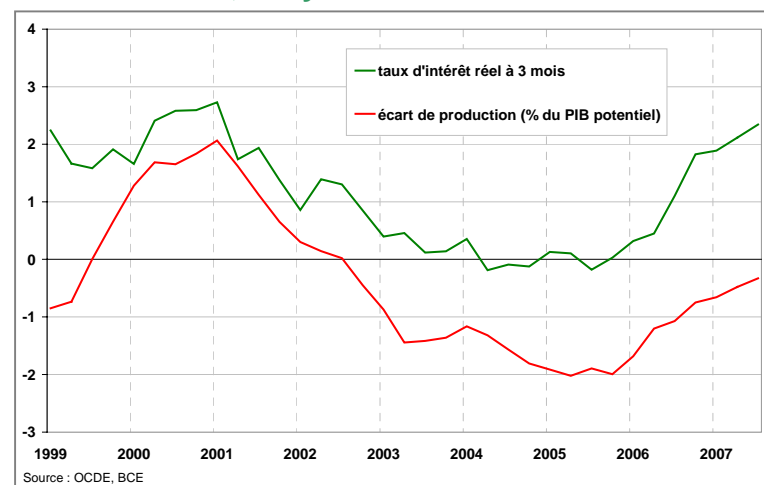
# Fiche 11 : Politique monétaire

# Depuis la mise en place de l'euro : des taux d'intérêt faibles qui réagissent à l'activité économique

**Taux d'intérêt réel en France**  
(taux d'intérêt nominal moins taux d'inflation)

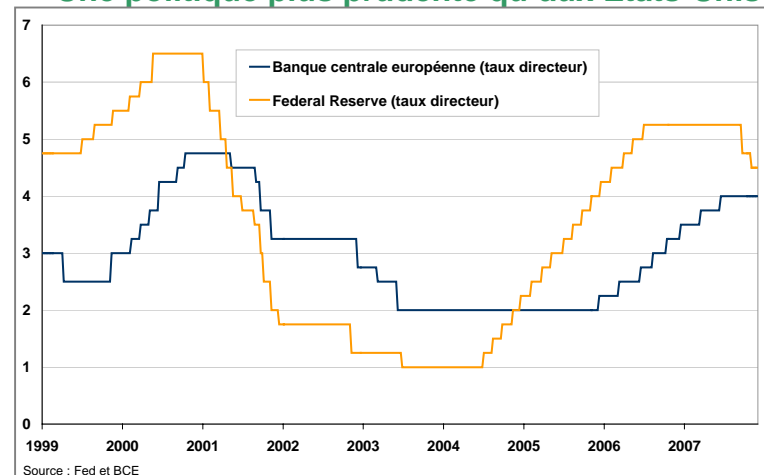


**Un taux d'intérêt réel qui suit, de manière amortie, le cycle d'activité en zone euro**



- Comme ailleurs dans le monde, les taux d'intérêt ont été très faibles en zone euro depuis 1999.
- La BCE a relevé les taux directeurs lorsque la demande augmentait plus vite que les capacités de production ; elle les a abaissés dans le cas inverse.
- La BCE a réagi moins vigoureusement que la Réserve fédérale américaine au cycle d'activité.
- Ce comportement plus timoré de la BCE a eu des conséquences sur le taux de change euro/dollar, mais la baisse moins marquée des taux européens entre 2001 et 2005 a aussi permis de limiter les risques financiers en zone euro.

**Une politique plus prudente qu'aux Etats-Unis**



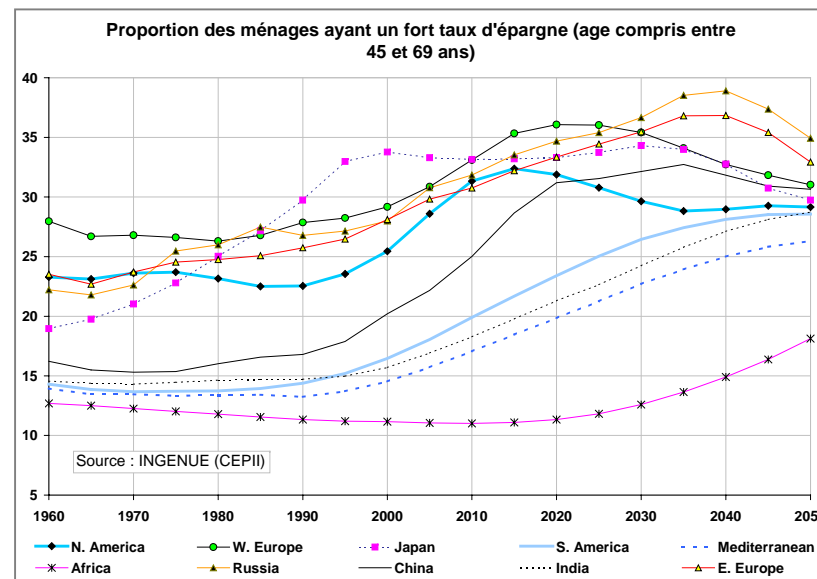


## Des taux d'intérêt réels historiquement faibles

### Taux d'intérêt réel en France

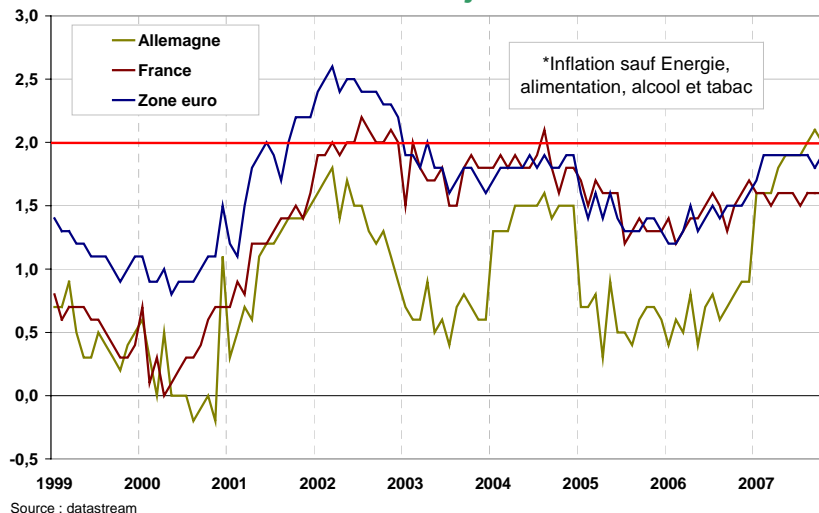
- La période 2003-2006, où les taux réels étaient proche de zéro, semble avoir été exceptionnelle et a peu de chances de se reproduire. Des taux d'intérêt réels proches de la croissance potentielle française dans les prochaines années (2%) est le scénario le plus probable.
- A l'horizon 2020, l'épargne devrait rester abondante dans le monde, favorisant un scénario de taux d'intérêt réels faibles.

### Transition démographique mondiale

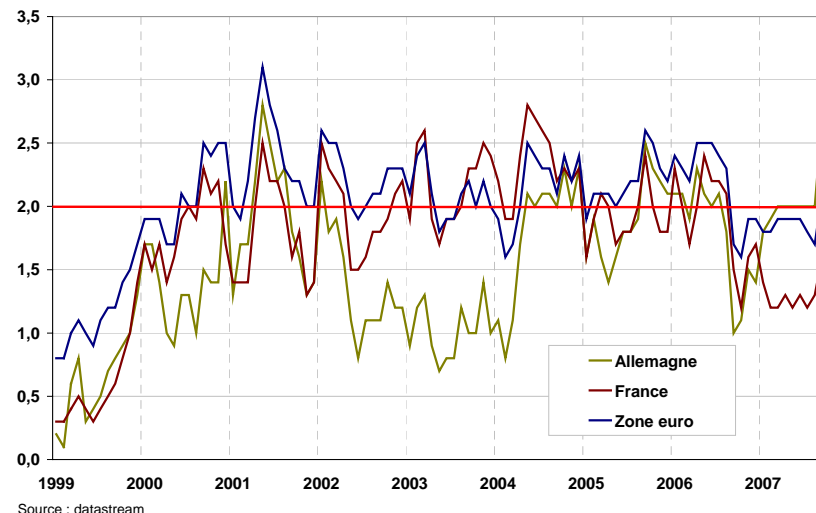


# Une stabilisation des prix réussie

## Une inflation sous-jacente\* presque toujours inférieure à l'objectif de 2%



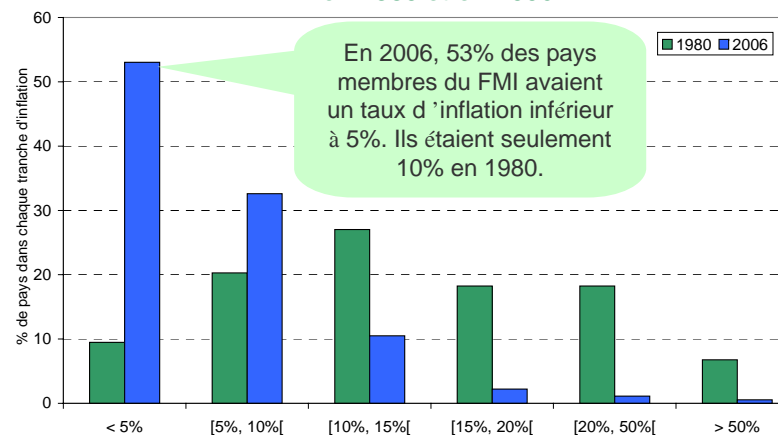
## Une inflation totale proche de 2%



L'objectif de stabilité des prix est un succès en zone euro.

Ce succès tient à la crédibilité rapidement acquise par la BCE, mais aussi au contexte mondial de désinflation.

## Répartition des taux d'inflation dans le monde en 1980 et en 2006



## Un risque de résurgence de l'inflation

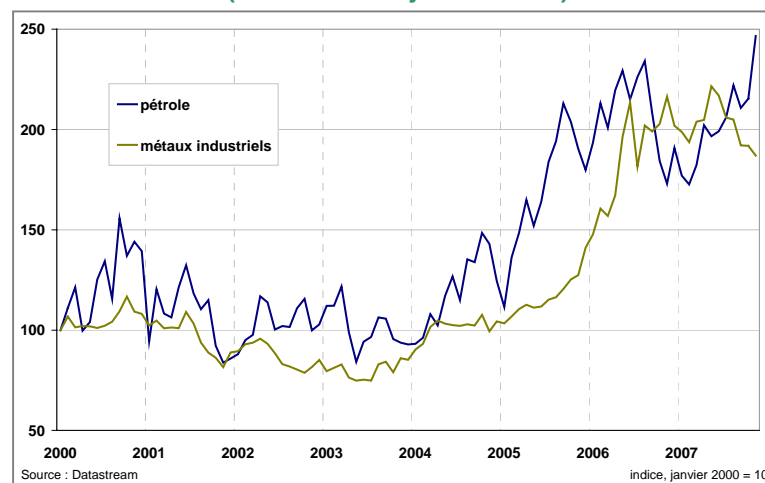
Le doublement en deux ans du prix en euros du pétrole et de certaines matières premières fait craindre une résurgence de l'inflation.

Cette crainte est renforcée par le dynamisme de la demande dans les économies émergentes...

... et par le fait que l'inflation *perçue* par les ménages est très sensible aux hausses de prix de l'essence et des biens alimentaires.

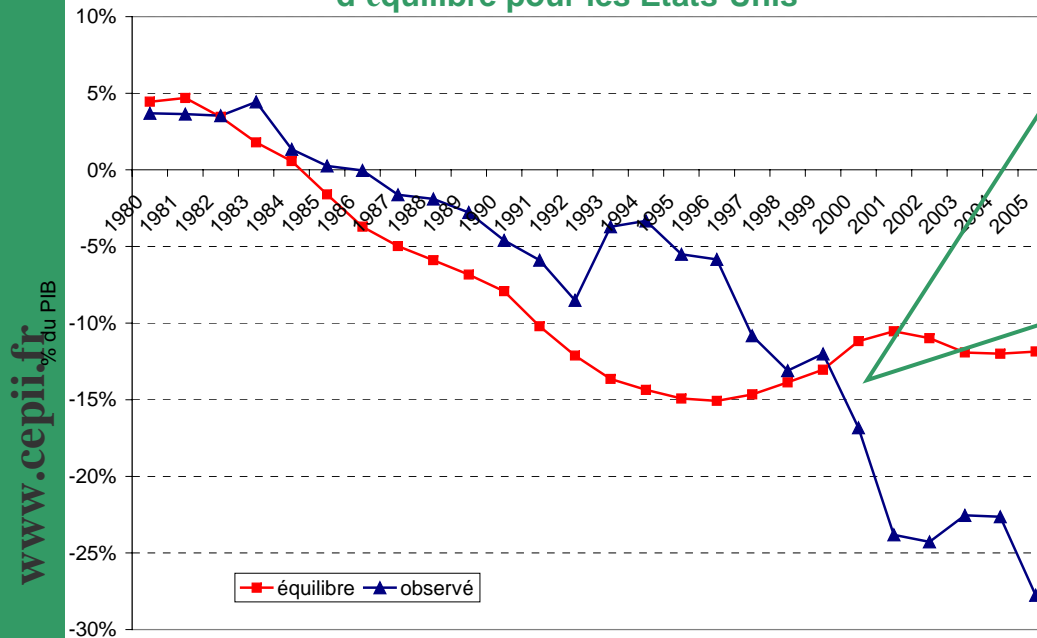
Les réservoirs de main d'œuvre en Chine et en Inde pourraient cependant continuer à freiner les prix et les salaires dans le monde.

Indice des prix du pétrole et des métaux industriels  
(indice 100 en janvier 2000)



## Un dollar affaibli par les déséquilibres accumulés aux Etats-Unis

Position extérieure nette observée et d'équilibre pour les Etats-Unis



Source: Lane et Milesi-Ferretti, calculs CEPII.

Depuis 2001, la **position extérieure nette** des Etats-Unis (avoirs - dettes vis-à-vis du reste du monde) a fortement baissé par rapport à son niveau d'équilibre, compte-tenu des fondamentaux de l'économie américaine.

- Cette dégradation n'affaiblit pas le dollar tant qu'elle correspond à des demandes de dollars de la part des investisseurs internationaux (en particulier des banques centrales) cherchant des placements liquides et sûrs.

- Elle entraîne une chute du dollar si les investisseurs internationaux diversifient leurs avoirs hors du dollar (recherche de rendements plus élevés, défiance vis-à-vis du dollar, diversification du risque de change...)

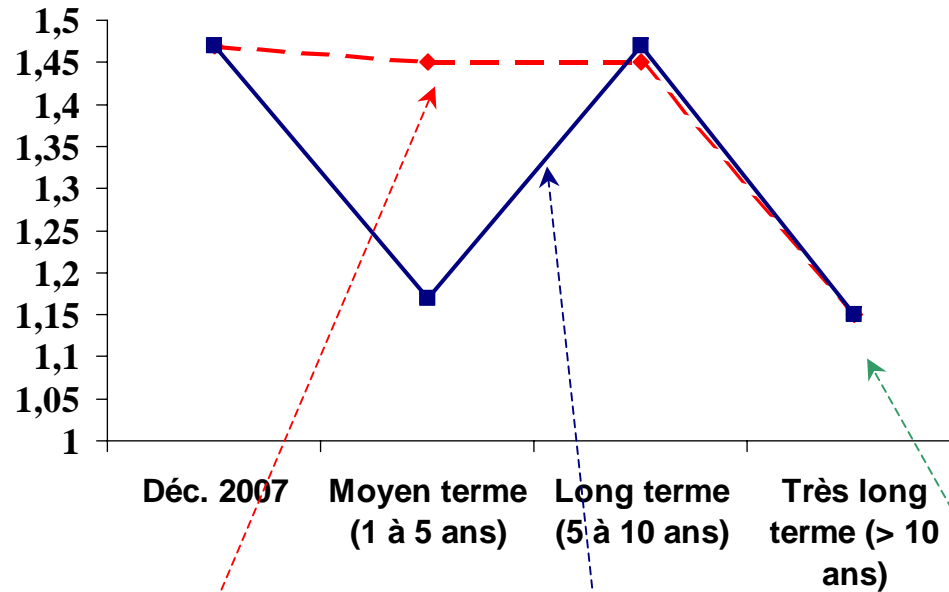
Dans le **moyen terme**, le différentiel de taux d'intérêt observé et anticipée entre les Etats-Unis et la zone euro joue un rôle important en modifiant la rémunération relative des actifs en dollars et en euros.

A **long terme**, cependant, la position extérieure nette doit retrouver son niveau d'équilibre, ce qui suppose un **dollar faible** en termes réels (prix plus faibles aux Etats-Unis qu'en zone euro).

# Le dollar pourrait rester faible pendant plusieurs années

## Deux scénarios pour le taux de change euro/dollar

(en supposant une inflation identique aux Etats-Unis et en zone euro)



Scénario 1 : les marchés financiers continuent à diversifier leurs avoirs hors du dollar ; le dollar reste faible tant que la position extérieure nette n'est pas revenue à son niveau d'équilibre.

Scénario 2 : les marchés reprennent confiance dans le dollar ; la dette nette américaine est facilement financée ; le dollar remonte transitoirement ; puis il se déprécie à nouveau pour amener la position extérieure nette des Etats-Unis à son niveau d'équilibre

A très long terme, le dollar revient à un niveau correspondant à l'égalisation des prix.

Source: Bénassy-Quéré, Béreau et Mignon, « Equilibrium exchange rates: a guidebook for the euro/dollar », Document de travail du CEPII, à paraître.